

[Adolf DETHMANN]

Le gouvernement soviétique et la III^e Internationale

à la remorque de la bourgeoisie internationale !

**Maison d'édition du Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne
(KAPD),
(août 1921), Berlin ^(*)**

* Brochure d'Adolf Dethmann (au nom du KAPD), KAPD, Berlin, août 1921, écrite pour le IV^e Congrès du KAPD, peut-être avec l'aide d'Herman Gorter, qui en assura par la suite la traduction en néerlandais. Cette brochure-manifeste est essentiellement consacrée à la formation d'une IV^e Internationale communiste-ouvrière (KAI). (Voir : Clemens Klockner, *Protokoll des ausserordentlichen Parteitags der KAPD vom 11. bis 14.9.1921 in Berlin*, [Procès-verbal du Congrès extraordinaire du KAPD du 11 au 14/09/1921 à Berlin] Darmstadt, 1986). Adolf Dethmann (1896-1979) fit partie de l'Exécutif du KAPD (Geschäftsführender Hauptausschuss), et, avec Karl Schröder, Jan Appel, Emil Sach et Arthur Goldstein, il fut responsable de l'organe du Parti : *Kommunistische Arbeiter-Zeitung* [Journal ouvrier communiste]. Pour ce qui concerne l'histoire de la vie d'A. Dethmann, voir : Siegfried Detlef, *Das radikale Milieu. Kieler Novemberrevolution, Sozialwissenschaft und Linksradikalismus 1917-1922* [Le milieu radical. La Révolution de Novembre à Kiel, science sociale et radicalisme de gauche 1917-1922], Wiesbaden, Deutscher Universitäts-Verlag 2004. En décembre 1920, Dethmann avait été promu docteur avec sa thèse : *Der Rätegedanke als Staatstheorie und seine Keime in den Schriften von Karl Marx und Friedrich Engels* [L'idée des conseils en tant que théorie de l'État et ses germes dans les écrits de Karl Marx et de Friedrich Engels] ».

Traduit de l'allemand par Jean-Pierre Laffitte, 2015.

SOMMAIRE

1. Les lois marxistes fondamentales de l'évolution historique
2. Les rapports de propriété et de classe en Russie avant la Révolution de 1917
3. Le développement de la lutte et des contradictions de classe après Février 1917
4. La position du gouvernement soviétique dans la lutte de classe interne de la Russie soviétique
5. Les débuts de la contradiction entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe
6. La politique étrangère du gouvernement soviétique. La "campagne humanitaire en faveur de la Russie soviétique"
7. Le caractère fondamental de la révolution russe
8. L'impossibilité de sauter par-dessus l'époque capitaliste en Russie
9. Les prochaines conséquences politiques de la politique du gouvernement soviétique
10. La nécessité d'une nouvelle attitude du prolétariat révolutionnaire mondial vis-à-vis du gouvernement soviétique
11. Le gouvernement soviétique et la III^e Internationale après le III^e Congrès mondial
12. L'aide du prolétariat allemand à la Russie soviétique
13. La faillite de la III^e Internationale et la nécessité de la création d'une Internationale Communiste-Ouvrière révolutionnaire
14. Les lignes directrices de l'Internationale communiste-ouvrière (KAI). Sa tâche et son évolution, sa tactique et sa forme d'organisation

I.

Les lois marxistes fondamentales de l'évolution historique

L'histoire humaine poursuit son cours de façon purement naturelle en passant d'une époque à une autre. Une époque prend le relais d'une autre, c'est-à-dire qu'un système économique prend celui d'un autre, une forme d'État celui d'une autre, une idéologie celui d'une autre. Les hommes ne sont pas capables de rompre ce processus évolutif de l'histoire en sautant, même sur un coup de folie, une seule époque ; leur force n'est suffisante que pour accélérer le déroulement de l'histoire.

La dialectique de l'histoire est une loi intangible. L'histoire ne tolère pas que l'on joue à saute-mouton avec elle. Elle est un processus organique dont l'évolution ne se laisse pas façonner par n'importe quelle recette choisie au petit bonheur ou par un quelconque tour de magie. Il y a bien des hommes qui "font" l'histoire, mais ils ne peuvent la faire que sur la base du degré d'évolution des rapports sociaux.

Le contenu de chaque époque est déterminé pour l'essentiel par les rapports *économiques* qui sont donnés pour cette époque-là, et c'est à partir de leur structure particulière que se constituent les formes de l'État, la séparation sociale des classes, la "conception du monde" commune, etc.

Les rapports de production, ou pour parler plus concrètement, les rapports de propriété, sont les fondements dont le caractère et la forme sont déterminants pour le caractère et la forme de l'exploitation économique et de l'oppression politique d'une classe par une autre. Entre deux époques, il existe une période de transformation de l'une dans l'autre, des anciens rapports dans les nouveaux : c'est la période de la *révolution*.

Une révolution n'aura toujours et ne peut avoir que le *but* de remplacer une époque donnée par l'époque qui la suit historiquement. Cela serait une folle expérience que de vouloir tenter d'atteindre immédiatement l'époque d'après. L'on ne peut pas contourner la loi de l'évolution historique.

Il y a des truismes marxistes qui, appliqués à l'époque "moderne" actuelle, signifient ce qui suit :

Trois époques se succèdent dans la séquence imposée par la loi de l'évolution historique : le *féodalisme*, le *capitalisme*, le *socialisme*. Cette évolution est, du point de vue économique, la transformation de la grande propriété terrienne féodale en propriété collective prolétarienne, en passant par la propriété capitaliste privée petite- et grande-bourgeoise, et du point de vue politique, de l'État de classe de la noblesse féodale (monarchie) à celui du

prolétariat (État des conseils), en passant par celui de la bourgeoisie (république démocratique).

Le capitalisme naît du féodalisme ; et de celui-ci naîtra à son tour le socialisme. La *noblesse féodale*, la *bourgeoisie* et le *prolétariat* se relaient dans cette séquence comme classe dominante. L'impossibilité que le prolétariat prenne immédiatement la relève de la noblesse féodale est une impossibilité pour la bonne raison que c'est seulement la bourgeoisie en tant que classe dominante qui produit vraiment le prolétariat. Sous la domination de la noblesse féodale, l'*exploitation économique* s'effectue sous la forme du servage, et sous la domination de la bourgeoisie elle s'effectue sous la forme de l'esclavage salarié.

C'est pourquoi la *révolution prolétarienne*, c'est-à-dire la révolution qui a pour tâche d'établir les *rappports de propriété collective* prolétariens, ne peut prendre vie que si la bourgeoisie est devenue auparavant une classe dominante sur la base de rapports de propriété capitalistes mis en place par elle.

C'est là une connaissance que Marx et Engels ont déjà faite leur sur la base de leurs recherches historiques et qui a constamment fondé leur tactique dans le mouvement ouvrier.

Tous les *pays principaux de la terre* ont pratiquement terminé leur révolution bourgeoise. Elle a commencé en Angleterre au cours du XVII^e siècle, en Amérique et en France à la fin du XVIII^e siècle, en Allemagne au milieu du XIX^e siècle. (En Allemagne, elle s'est achevée au cours des journées de Novembre 1918 ; le dernier prolongement du mouvement féodal fut le putsch de Kapp en mars 1920). Dans tous ces pays, ce n'est plus la révolution bourgeoise qui est à l'ordre du jour, mais la révolution prolétarienne.

II.

Les rapports de propriété et de classe en Russie avant la Révolution de 1917

Et donc qu'en est-il en *Russie* ? Quand la Révolution commença en mars 1917, la Russie était un pays à caractère complètement féodal. La Russie n'avait pas connu jusque-là de révolution bourgeoise, ou alors seulement des débuts tout à fait légers qui s'étaient maintenant évanouis. Lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir, il sembla que la Russie constituerait la grande exception qui confirmerait la règle. Il apparut en effet que la Russie pourrait sauter dans le socialisme sans passer par la révolution bourgeoise (car dans la courte période de gouvernement bourgeois de mars à novembre 1917, cette révolution ne parvint pas le moins du monde à se développer ou même à mûrir).

Cette exception était fautive. Même les communistes russes, les bolcheviks, ne purent pas contourner la loi de l'histoire, ils durent se plier contre leur volonté à sa contrainte rigoureuse. Leur volonté héroïque se heurta à la réalité d'airain de la nécessité.

La Russie ne peut pas être une exception à la règle de l'évolution historique. La Russie expose seulement, en se différenciant ainsi des autres pays, le phénomène que son stade économique de développement n'est pas de nature uniforme, homogène.

Avant la Révolution de 1917, les rapports économiques étaient tels que, presque partout dans les vastes domaines de la plaine russe, c'était encore la grande propriété terrienne féodale qui existait en tant que propriété privée correspondant à l'évolution du pays et c'était le servage qui perdurait en tant que forme d'exploitation économique qui y correspondait également. C'est uniquement dans les quelques grandes villes que s'était développée grâce à l'étranger une faible industrie, et avec elle la forme de propriété privée capitaliste, une bourgeoisie relativement très petite et un prolétariat relativement très peu nombreux.

La soi-disant propriété paysanne du mir existant dans les vastes domaines de la Russie était une forme de propriété qui constituait un vestige historique encore antérieur à la grande propriété foncière féodale. Cette propriété collective se situe au même stade historique d'évolution que par exemple la propriété collective de la société tribale germanique ; elle est de nature "barbare" et d'un tout autre caractère que la propriété collective prolétarienne future.

La Russie ne recélait pas un seul système économique, mais deux ; elle ne présentait pas une seule époque, mais deux : le féodalisme et le capitalisme,

et, de ces deux formes, c'est le féodalisme qui avait la base la plus universelle et la plus étendue. L'opposition des classes était également de deux sortes : à la campagne, les serfs contre la noblesse féodale, et dans les grandes villes, le prolétariat contre la bourgeoisie.

La noblesse féodale seule était, sous la forme du tsarisme, la classe qui dominait véritablement les autres classes. C'est dans ces différentes contradictions de classe que prenait sa source le statut qui leur était propre : c'est-à-dire dans la lutte de classe. Les serfs, le prolétariat et la bourgeoisie, luttaient ensemble contre la noblesse féodale et sa forme d'État, la monarchie ; mais, en même temps, chacune de ces classes menait son propre combat : les serfs contre la noblesse féodale pour le remplacement de la grande propriété foncière féodale par la propriété privée petite-bourgeoise, le prolétariat contre la bourgeoisie pour le remplacement de la propriété privée capitaliste existant déjà dans les grandes villes par la propriété collective prolétarienne, et la bourgeoisie contre le prolétariat pour la conservation et l'extension de sa propriété privée capitaliste.

La noblesse féodale cherchait à conserver l'époque du féodalisme, les serfs et la bourgeoisie voulaient établir ou encore stabiliser l'époque du capitalisme ; mais le prolétariat était l'unique classe qui était décidé à poser les bases pour l'époque du socialisme. Ces très fortes contradictions de classe, inhérentes à l'époque capitaliste, entre les serfs et la bourgeoisie d'une part, et le prolétariat d'autre part, demeuraient cachées sous la surface aussi longtemps que, pour elles trois, le front commun était encore dirigé contre la noblesse féodale.

III.

Le développement de la lutte et des contradictions de classe après février 1917

Cette noblesse féodale fut vaincue par les trois autres classes lors de la Révolution de Février 1917, et sa forme d'État, la monarchie, fut brisée. Le prolétariat, guidé par le Parti communiste, lança immédiatement l'attaque contre la bourgeoisie. Mais étant donné cette attaque dangereuse, la bourgeoisie n'osa pas prendre des mesures décisives contre la noblesse féodale vaincue en faveur des serfs, bien que ceux-ci aient été ses véritables alliés. L'attitude hésitante de la bourgeoisie fut encore accrue du fait de l'état de guerre avec l'impérialisme allemand ainsi qu'en raison de la naissance inévitable d'une concurrence petite-paysanne engendrée par un partage de la grande propriété foncière entre les serfs.

Les *bolcheviks* gagnèrent ainsi à leur côté non seulement les prolétaires, mais aussi les serfs, auxquels ils accorderaient la reconnaissance légale du démembrement de la grande propriété terrienne et son partage en autant de petites parcelles au cas où ils les aideraient à prendre le pouvoir. Et ce n'est que grâce à l'aide des serfs que les bolcheviks sont arrivés au pouvoir. C'est ainsi qu'ils payèrent déjà en Octobre 1917 leur pouvoir au prix de la plus grande des concessions, à savoir la reconnaissance du droit de propriété privée aux serfs devenus des petits paysans. Ils cessèrent bien vite leurs tentatives destinées à transformer une partie de la grande propriété foncière en propriété collective prolétarienne grâce aux soi-disant comités des pauvres.

En réalité, de cette manière-là, ce n'est pas une seule révolution qui s'accomplit en Russie, mais deux. Le prolétariat fit la même chose que les serfs. Dans les grandes villes, le prolétariat chassa la bourgeoisie et il transforma la propriété privée capitaliste en sa propriété collective. À la campagne, les serfs prirent la place de la noblesse féodale et ils fragmentèrent la propriété privée féodale en autant de petites portions de propriété privée, petits-paysannes et donc capitalistes. Dans les grandes villes, le capitalisme fut abrogé, et à la campagne, il fut introduit.

Dans les grandes villes, ce fut le passage du capitalisme au socialisme, et à la campagne, ce fut le passage du féodalisme au capitalisme. Dans les grandes villes, ce fut la révolution prolétarienne qui s'accomplit, et à la campagne ce fut la révolution bourgeoise.

Et donc, après Octobre, il y avait deux classes qui dominaient économiquement en même temps en Russie : *le prolétariat dans les grandes villes, la bourgeoisie sous la forme de la paysannerie à la campagne.* Mais c'étaient et ce sont là des contradictions absolues et inconciliables, des

contradictions de classe ; c'est en cela que consiste la véritable contradiction de classe fondamentale de la société capitaliste ! Bourgeoisie contre prolétariat.

Que ces contradictions n'aient pas déclenché immédiatement une guerre de classes déclarée trouve avant tout sa cause dans le fait que *les deux classes* étaient encore pour l'instant alliées par nécessité. Il s'agissait de la nécessité de la lutte conjointe contre *l'ennemi commun, la noblesse féodale*. Aussi longtemps que celle-ci mènerait sa guerre contre le gouvernement soviétique par l'intermédiaire de Denikine, de Koltchak, de Wrangel, etc., c'est l'intérêt commun qui prévaudra. Mais dès qu'elle fut finalement écrasée, les contradictions de classe éclatèrent ouvertement entre la bourgeoisie paysanne et le prolétariat urbain.

À partir de ce moment-là, les paysans ne cherchèrent plus leur allié historique dans le prolétariat, mais désormais dans la bourgeoisie urbaine, ou même étrangère. C'est à partir de ce moment-là que date *la lutte ouverte de la bourgeoisie paysanne contre le prolétariat*, en partie par des insurrections armées, en partie par le sabotage de la production, en partie par le refus de livrer les produits agricoles au gouvernement soviétique.

IV.

La position du gouvernement soviétique dans la lutte de classe intérieure à la Russie soviétique

La paysannerie obligea le gouvernement soviétique à *changer fondamentalement de politique économique* pour l'agriculture, mais aussi par la suite pour l'industrie des villes. La jeune classe pleine d'ambition des petits paysans russes s'opposait à l'organisation contrainte et étatique de l'économie introduite par le gouvernement soviétique, car elle la considérait comme un facteur entravant son développement. Elle réclamait donc son abolition et elle exigeait à sa place *la liberté capitaliste de la production et du commerce*.

Jusque-là, le gouvernement soviétique avait réquisitionné chez les paysans leurs produits en fonction des besoins de l'armée et du reste de la population. Le pouvoir de disposition des paysans sur les produits de leur travail fut supprimé ; le gouvernement prenait ce dont il avait besoin, quand cela lui convenait. Au début de 1921, face à l'opposition des paysans qui montait parce qu'ils ne recevaient que rarement ou bien jamais des contreparties telles que vêtements, chaussures, outils, machines, etc., le gouvernement *a remplacé le système des réquisitions par le système de l'imposition*. Les paysans n'avaient plus besoin à partir de ce moment-là de donner toute la

totalité de leurs produits, mais seulement une certaine quantité. S'ils produisaient davantage que cette quantité, ils avaient alors parfaitement le droit de faire du commerce libre dans les grandes villes avec cet excédent.

C'est ainsi que *la propriété privée des paysans russes fut officiellement entérinée* par le gouvernement soviétique. Cela signifiait *la reconnaissance de la propriété privée capitaliste pour toutes les campagnes* de la Russie et aussi, par effet d'entraînement, *la pénétration de la même économie de profit capitaliste dans les grandes villes.*

Le gouvernement soviétique dut, comme conséquence de cette concession, abandonner l'administration de l'industrie des villes qu'il détenait jusque-là, la reprendre des mains de son propriétaire précédent, le prolétariat en tant que classe, et en remettre la direction, l'administration et la gestion, à des capitalistes individuels. Il dut consentir à la libération de l'industrie familiale et artisanale, à la rémunération avec primes pour les ouvriers de l'industrie, au libre échange des produits industriels contre les produits alimentaires, échange qui était autorisé à toutes les usines qui accomplissaient leur quota minimal de production. En outre, il dut aussi libérer en grande partie le commerce capitaliste. C'est ainsi que, dans les villes également, le capitalisme avait été reconnu par le gouvernement soviétique, malgré toutes ses répercussions, comme mode de production en vigueur.

Cette politique économique du gouvernement soviétique, apparemment totalement nouvelle, avait été déjà amorcée antérieurement dans certaines limites. Son *rapport actuel aux paysans* connut déjà sa mise en œuvre en 1918 avec la dissolution de ce que l'on avait dénommé comités des pauvres, lesquels avaient été formés par les bolcheviks lors de leur prise du pouvoir et auxquels ils avaient assigné la tâche de la socialisation des terres. Et il fit déjà son premier pas dans la *politique économique intérieure actuelle à l'égard de l'industrie* avec le refus de confier la direction des entreprises à leur personnel et aux comités d'usine, et avec l'introduction des commissions pour la direction des entreprises qui se composaient de spécialistes (experts issus de la bourgeoisie) et de membres du parti.

Ces mesures précoces avaient déjà eu pour conséquence certains effets qui faisaient distinguer le début d'un *changement dans la position du gouvernement soviétique vis-à-vis du prolétariat russe.*

L'appareil étatique et économique de la Russie s'était laissé envahir petit à petit fortement par le *bureaucratisme*, avec toutes les conséquences que l'on sait. Les personnes de cette bureaucratie se recrutaient dans les milieux de la *petite bourgeoisie*, chez les commerçants, les ex-employés, les artisans, etc. Ces gens-là faisaient partie du petit nombre qui, en Russie, savait lire et écrire, et ils étaient donc les seuls capables d'accomplir ces fonctions. En effet la grande majorité de la population russe était, ou est encore aujourd'hui, analphabète.

La cause du développement de ce phénomène de la bureaucratie est uniquement à mettre sur le compte du manque d'articles de première nécessité, et c'est pourquoi l'on ne pourra s'en débarrasser que par l'accroissement de la production. Un exemple peut expliquer cela : la population a besoin de bottes. Masi il n'y a pas à l'heure actuelle de paire

disponible pour chaque individu, mais peut-être une paire pour cent individus. Ces cent individus demandent tous cette unique paire de bottes et ils présentent une requête correspondante à l'instance compétente. Comme elles ne peuvent pas être satisfaites, il faut répondre à chacune de ces cent requêtes ; c'est cela le travail des autorités qui a petit à petit eu pour conséquence la création de cette énorme bureaucratie.

Étant donné que cette bureaucratie occupe les postes en question, ceux où elle dispose des moyens de consommation, elle a une influence formidable sur l'évolution globale des rapports russes. Oui, cette bureaucratie possède, du fait de sa position et de ses "relations" internes, un pouvoir souverain certain sur ceux qui produisent ces moyens de consommation : sur le prolétariat. Ceci fut le point de départ des *contradictions entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe*, contradictions qui se manifestèrent en toute transparence au début de cette année : le transfert sans cesse croissant du pouvoir des mains du prolétariat entre les mains de la bureaucratie, et donc de la petite bourgeoisie.

V.

Les débuts des contrastes entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe

Ces contradictions se firent tout d'abord sentir du point de vue théorique à la fin de l'année précédente, et à la vérité pour une question et sous une forme qui furent inattendues et tout à fait surprenantes pour tous les communistes de premier plan. Ce fut la *question syndicale russe* qui mit en lumière de manière foudroyante les énormes contradictions à l'intérieur du Parti communiste russe et qui aboutit aux débats les plus vifs au cours desquels, par exemple, Boukharine fut traité de syndicaliste par Lénine. Il se constitua pratiquement une bonne douzaine de tendances différentes d'où se détachèrent cependant bientôt nettement *trois courants principaux*.

La question portait sur les tâches actuelles et sur le rôle futur des syndicats russes. À cause de la façon dont la production était dirigée et administrée (par des spécialistes et des gens mandatés par le parti), les syndicats étaient en effet condamnés à l'inactivité et donc poussés sur une voie de garage. Mais le nombre de leurs membres, qui atteignait à peine les 1.500 en mars 1917, avait malgré tout grimpé à des millions. Que fallait-il faire de toutes ces formations ? Leur tâche ancienne et originelle, à savoir la lutte contre le patronat pour de meilleures conditions de salaire et de travail, paraissait achevée avec la suppression de ce patronat par la révolution. La dissolution de ces organisations regroupant des millions de membres du prolétariat fut rejetée à l'unanimité.

Chliapnikov pensait que l'on devait retirer l'administration totale de la production au Parti et la transférer aux syndicats pour leur redonner de la vitalité. La *majorité écrasante des membres des syndicats* (qui s'appelaient elle-même l'Opposition ouvrière) opta pour lui et pour sa plate-forme. *Trotski* en revanche, en tant que représentant du principe "militariste", déclara dans ses directives que la direction de la production devait rester sous la dictature la plus dure du Parti, et que les syndicats devaient dans tous les cas se soumettre aux ordres du parti. Il ne trouva qu'un groupe très réduit de partisans dans les syndicats en faveur de cette position.

Lénine, toujours l'homme de la diagonale, le politique de la ligne médiane, proposa dans sa résolution qu'il ne fallait pas tout d'abord modifier le rapport entre le gouvernement soviétique, le Parti et les syndicats, qu'il fallait tout au plus faire participer de manière limitée les syndicats à l'administration de la production par l'intermédiaire d'une délégation de membres de leur comité central dans les comités centraux des commissariats à l'économie. Par ailleurs, les syndicats devaient être considérés comme des "écoles du communisme" dans lesquelles les membres du Parti devaient gagner au communisme le reste du prolétariat. L'opinion de *Lénine* ne fut elle aussi approuvée que par *un petit pourcentage des membres des syndicats*.

Mais qu'arriva-t-il donc ? *La question syndicale*, cette question très réelle des syndicats, fut *décidée* non pas par les six ou sept millions de membres des syndicats, c'est-à-dire dans le sens de la résolution de *Chliapnikov*, mais par le demi-million de membres du Parti, à l'intérieur du Parti et *par le Parti*, c'est-à-dire dans le sens de *Lénine*. Cela signifiait en effet la domination sans égard pour autrui des membres du Parti sur le reste du prolétariat. La demande de *Chliapnikov* et de ses camarades était-elle contre-révolutionnaire ? Quel était donc le mobile de la manière d'agir des communistes russes ? Nous verrons par la suite quelle en était la raison. Mais qu'est-ce qui s'exprimait réellement dans l'approbation écrasante que la résolution de *Chliapnikov* trouva dans le prolétariat ? C'était davantage que le seul souhait de pouvoir choisir par soi-même ceux qui dirigeraient les branches de production. Non, c'était, de la part du prolétariat russe, le désir impératif, criant, d'indépendance, de détachement de la tutelle exercée par quelques individus, c'était l'éveil vigoureux d'une conscience qui, au cours des dernières années, a subi une évolution à peine croyable. Ce cœur véritable de tous les débats trouva son meilleur et son plus clair reflet dans les principes d'*Ignatov*, lequel s'engagea lui aussi, comme *Chliapnikov* et *Boukharine*, en faveur de la "démocratisation" des instances du Parti et de l'État.

Les différends entre le gouvernement soviétique et le prolétariat devinrent plus francs et critiques lorsque, en février, *quelques milliers de Moscovites manifestèrent* pour l'augmentation de la ration alimentaire, que l'insatisfaction des grandes masses s'accrut également à *Petersburg* et que *l'insurrection de Cronstadt* éclata. La révolte de *Cronstadt* n'a pas eu pendant longtemps autant d'importance que les événements qui se produisirent dans les villes principales et dans la population paysanne. Les antécédents de l'insurrection de *Cronstadt* datent déjà d'un certain nombre de mois en

arrière et ils trouvent leur cause dans les conflits entre Trotski et les marins qui ne voulaient pas endurer plus longtemps la “dictature d’en haut” et qui revendiquaient pour eux de plus grandes compétences de pouvoir, ce sur quoi Trotski leur bloqua l’approvisionnement en vêtements. La conséquence de cela fut la préparation de l’organisation d’un soulèvement par les marins et son éclatement ultérieur qui surprit également assez grandement les camarades dirigeants russes. Ce furent là les tout premiers débuts de la contradiction en train d’éclorre entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe, dont l’opposition et la rébellion ouverte contre le gouvernement soviétique n’a plus cessé depuis ces jours-là et ces événements-là.

VI.

La politique étrangère du gouvernement soviétique - La «campagne humanitaire en faveur de la Russie soviétique»

La politique extérieure de tout État est, de même que sa politique intérieure, déterminée dans ses grandes lignes par le degré de développement de ses rapports économiques internes. Le gouvernement soviétique est lui aussi contraint d'orienter sa politique étrangère conformément au développement des rapports économiques internes de la Russie. La volonté et les intérêts des paysans, de par leur qualité de propriétaires privés capitalistes, fixèrent petit à petit et de plus en plus, y compris en politique extérieure, le cap que le gouvernement soviétique devait suivre. La politique étrangère prit en conséquence de manière tout à fait déterminée des formes qui, avec la renonciation simultanée à la lutte armée contre le capital étranger, devaient aboutir précisément à la situation inverse, c'est-à-dire à la tendance à un "accord" avec lui.

Cela se produisit tout d'abord par le biais de ce que l'on a appelé la politique des concessions (octroi de secteurs du territoire de la République soviétique à des capitalistes étrangers pour qu'ils y exploitent leurs ressources naturelles), puis par l'intermédiaire de ce que l'on a appelé la *politique commerciale* (ouverture des échanges commerciaux avec les États capitalistes, et en partie reprise des relations diplomatiques) et, troisièmement, par le moyen d'une *alliance extraordinairement étroite* du gouvernement soviétique *avec ceux que l'on appelle les peuples du Proche- et du Moyen-Orient*.

Lorsque ces formes-là devinrent visibles, l'on a parlé d'un nouveau cours dans la politique étrangère du gouvernement soviétique. Ce n'est pas exact. Ce qui a changé, ce n'est pas la nature et le caractère, mais *l'intensité et la portée de sa politique*. *La politique extérieure* suivie aujourd'hui par le gouvernement soviétique a déjà débuté lors de l'acceptation de la paix de Brest-Litovsk, une question épineuse sur laquelle on put distinguer déjà à cette époque-là des courants différents dans le Parti communiste de Russie. Il n'est pas vrai en outre que l'assaillant principal contre la Russie soviétique dans les campagnes militaires des Denikine, Koltchak, comte Wrangel, etc., ait été la bourgeoisie étrangère. La direction du combat était entre les mains de l'*ancienne noblesse féodale*, dont le but était le rétablissement de sa grande propriété terrienne. Tel était le seul phénomène qu'il était possible d'observer partout, et cela expliquait que les paysans aient donné de bon gré tout l'aide qu'ils pouvaient au gouvernement soviétique tant que celui-ci les protégeait des troupes de la noblesse féodale, mais que, dès que cette

dernière avait été vaincue, ils avaient refusé de fournir à l'armée soviétique ne serait-ce que le moindre soutien.

Les guerres du pouvoir soviétique au cours des ces dernières années ressemblent, en ce qui concerne le contenu, aux guerres révolutionnaires de la France bourgeoise-révolutionnaire à la fin du XVIIIe siècle. Le "but de guerre" du pouvoir soviétique était déjà à l'époque, même quand les véritables formations de combat étaient composées de prolétaires, pour l'essentiel la protection de la propriété parcellaire paysanne-capitaliste des paysans contre les tentatives de restauration de la grande propriété foncière par la noblesse féodale

Dans les dernières semaines, *la politique étrangère du gouvernement soviétique est entrée dans une phase tout à fait nouvelle et décisive*. La Russie soviétique a subi une *catastrophe naturelle* lourde de conséquences. Une sécheresse qui a duré plusieurs mois a anéanti presque toute la récolte dans une série de zones limitrophes de la Volga et du Don, au Nord-Caucase et en Ukraine. La chaleur torride a roussi les céréales, et il faut donc s'attendre pour partie à pas de récolte du tout, et pour partie seulement à de faibles rendements. À côté de ce grand malheur, il fait rage dans le même temps une épidémie mortelle de choléra qui entraîne chaque jour des milliers d'hommes et d'animaux dans la mort.

La Russie soviétique est pratiquement impuissante vis-à-vis de cet énorme malheur. Elle manque de tout, et même des choses les plus indispensables. En raison de l'arriération technique de la production du pays et des conséquences de la longue guerre, il n'existe pas de moyens pour conserver la récolte, pas de moyens de transport pour l'amener dans les villes, pas de véhicules pour évacuer dans des régions opulentes les masses humaines qui fuient les zones menacées, pas de médecins, pas d'instruments, pas de médicaments pour stopper la folle propagation de l'épidémie de choléra. Il faut se procurer toutes ces choses n'importe où ailleurs.

Le gouvernement soviétique a demandé au monde entier de lui prêter assistance. Maxime Gorki a lancé un appel au secours à tous les hommes "honnêtes". C'est avec une rapidité étonnante que la classe capitaliste a répondu à cet appel et s'est déclarée prête pour un soutien "apolitique" à la Russie soviétique.

En Russie même, les ministres de Kerenski sont libérés de prison et ils travaillent main dans la main avec le gouvernement soviétique. L'un d'eux et à son côté un ex-président de la douma se sont rendus à l'étranger pour y aller chercher de l'"aide". Dans une allocution radiodiffusée, Tchitcherine déclare expressément à tous que « toutes les organisations étrangères qui désirent contribuer à combattre la famine ont les mains libres en Russie et que le libre déploiement de l'initiative de ces organisations ne doit rencontrer aucun obstacle sur son chemin ».

Depuis que Tchitcherine a lancé cet appel : « Entrez, vous les capitalistes de tous les pays ! », ils se font la course entre eux et chacun veut être le premier à en tirer les profits. *Briand* négocie à Paris avec Kerenski. *L'Amérique* se sert à pleines mains. En *Allemagne*, il se constitue un "Comité d'aide" composé

des industriels, des banquiers et des professeurs d'université, les plus connus.

Le "Vorwärts" ne connaît « qu'une seule solution : aider ! ».

En Angleterre, un Comité provisoire mis en place par la Chambre des communes a lancé un appel à la nation britannique, dans lequel on réclame la collecte de fonds afin de lutter contre la famine et les épidémies. Le journal capitaliste "Times", considérant la situation alimentaire catastrophique de la Russie, demande d'urgence dans un éditorial une assistance sur une base internationale, à l'exclusion de tous motifs politiques.

Le Conseil de la SDN a décidé de mettre en place une commission destinée à organiser une aide pour la "Russie affamée", commission qui doit se composer de trois membres par pays représenté au Conseil. Mais cette Commission ne doit constituer que le noyau d'un grand Comité international qui devra étudier l'approvisionnement de la Russie dans toute son étendue. Siègeront également dans ce Comité des représentants des pays neutres à côté de ceux d'associations philanthropiques, de ceux de la Croix Rouge et de ceux des puissances de l'Entente.

La demande d'assistance du gouvernement soviétique au monde entier éclaire la situation comme le ferait un projecteur. Le gouvernement soviétique livre son pays, sa révolution et son prolétariat, à la merci de la bourgeoisie internationale. C'est avec la rapidité d'une mobilisation que celle-ci répond à cet appel. La perspective de profits abondants et incalculables les a tous requinqués. Aucun homme ne peut faire revenir en arrière le tourbillon du temps et dissimuler le fait que nous devons constater et exprimer sans aucune sentimentalité : la Russie soviétique prolétarienne de l'Octobre rouge commence à devenir un État bourgeois.

C'est là la grande catastrophe à laquelle la Russie soviétique doit s'attendre de façon imminente. Il s'agit ici de garder la tête froide. Mais il s'agit ici aussi de dire ouvertement et devant le prolétariat du monde entier ce qu'il en est. Toute tentative de se faire des illusions, toute volonté de dissimulation des faits et de leurs conséquences inévitables, sont un mensonge et un crime à l'encontre de la révolution prolétarienne.

VII.

Le caractère fondamental de la Révolution russe

L'on reconnaît le plus nettement le caractère d'une révolution à ses symptômes, à ses répercussions pratiques. Les révolutions bourgeoises se caractérisent par la domination de la bourgeoisie et avant tout par la reconnaissance de la propriété privée, et la révolution prolétarienne se distingue en revanche par la domination du prolétariat et la suppression de la propriété privée.

Ce qui s'accomplit à l'heure actuelle en Russie, c'est une révolution dont le noyau est bourgeois, c'est *sa révolution bourgeoise*. Et ce sont des communistes qui la réalisent.

Cette affirmation apparaît à beaucoup au premier regard exagérée, légère et irréfléchie. Mais l'on ne doit pas se laisser leurrer par le fait que ce sont des communistes qui gouvernent en Russie. Le nom ne fait rien à l'affaire. Il aveugle tout au plus. Pour évaluer la révolution russe, l'on ne doit pas examiner ce que les communistes veulent, mais ce qu'ils font pratiquement. Sinon, l'évolution actuelle en Russie restera éternellement incompréhensible.

Ce qui est caractéristique pour toute cette ligne de la politique de l'État russe, c'est premièrement la reconnaissance croissante de la propriété privée à l'extérieur comme à l'intérieur, et c'est deuxièmement la prise de contrôle grandissante de l'appareil de l'État russe par la bureaucratie et de l'appareil économique par les spécialistes, et donc, dans les deux cas, plus ou moins par la bourgeoisie. Mais ce sont là précisément les critères, les caractéristiques de la révolution bourgeoise. C'est donc de ce point de vue-là que tout ce qui s'est passé et ce qui se passe en Russie doit être considéré. Il s'est bien déroulé une révolution en Russie, mais une révolution fondamentalement bourgeoise et non pas fondamentalement prolétarienne. Car précisément ce qui est important et décisif pour la révolution prolétarienne, c'est-à-dire l'abolition de la propriété privée ainsi que la domination de classe du prolétariat, recule de plus en plus derrière les nécessités de la révolution bourgeoise, laquelle crée de ce fait toutefois en même temps les conditions de la révolution suivante, la prolétarienne.

Les bolcheviks ont fait tout leur possible, mais leur tentative de sauter du féodalisme dans le socialisme échoua du fait des réalités qui étaient données par l'histoire en Russie. Réfléchissons au *mot d'ordre avec lequel les bolcheviks sont venus en fait au pouvoir* : « Paix immédiate, droit d'autodétermination des peuples ! ». Le second mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets des ouvriers et des soldats » ne rencontra donc d'écho parmi les masses que parce qu'elles comprenaient qu'il fallait qu'elles aient

tout le pouvoir entre leurs mains pour faire passer le premier mot d'ordre dans les faits. Mais ce premier mot d'ordre a, du point de vue de la politique étrangère prolétarienne (c'est-à-dire la transformation de la guerre impérialiste en guerre prolétarienne après la prise du pouvoir par le prolétariat), un contenu entièrement bourgeois-pacifiste.

Et *les paysans* étaient donc sur la même position que les bolcheviks uniquement parce que ces derniers étaient prêts à leur donner la terre ; mais les paysans réclamaient, chacun pour soi, leur lopin de terre à titre de propriété privée, et les bolcheviks durent céder, malgré le fait que le programme socialiste sur le mode de production socialiste aurait dû également s'appliquer à l'agriculture. Ils firent cela d'autant plus volontiers qu'ils brisaient de cette façon-là en même temps toute l'influence des sociaux-révolutionnaires dont le programme, comme chacun le sait, atteignait justement son apogée avec ce point : « La terre aux paysans ! » ; ils ne mettaient donc pas en œuvre en réalité leur propre programme, mais le programme des sociaux-révolutionnaires, et c'est ainsi qu'ils se maintinrent au pouvoir. C'est exactement comme cela qu'ils se maintiennent au pouvoir actuellement et qu'ils se maintiendront encore au pouvoir, c'est-à-dire en appliquant toujours les mesures historiquement nécessaires pour la Russie à un moment donné, et en accomplissant maintenant la révolution bourgeoise. C'est là toute la sagesse de la politique de l'État russe !

Le gouvernement soviétique doit maintenant passer par une certaine époque et par une certaine apparence du capitalisme. Ceci a des causes économiques bien identifiées : la Russie n'était pas en novembre 1917 un pays à caractère capitaliste prononcé. Les vastes districts de Russie étaient encore *enfondés* dans le féodalisme, et les paysans, en dépit de la réforme agraire de Stolypine, dans le servage le plus profond. C'est seulement dans les grandes villes peu nombreuses qu'il existait une industrie, un capitalisme, et par conséquent aussi un prolétariat avec des objectifs révolutionnaires-prolétariens. Or celui-ci ne pouvait pas décider à la longue de la politique du pays selon sa propre volonté, mais il devait et il doit en fin de compte réaliser ce qu'exige le facteur le plus déterminant, à savoir l'énorme masse paysanne. Et cette dernière ne pouvait pas à son tour se présenter en tant que personne agissante sur la scène de l'histoire mondiale avec le programme communiste étant donné que justement elle avait été bloquée dans le féodalisme, et ce pas davantage précisément que *les paysans français de 1789* ne pouvaient entrer en scène *comme communistes*. C'est ainsi que *la Révolution russe fut de prime abord un compromis entre deux révolutions : la révolution prolétarienne du prolétariat industriel et la révolution bourgeoise de la paysannerie*.

Les paysans détiennent aujourd'hui encore, par suite de leur grand nombre et surtout du fait de toute la structure du pays, la prépondérance sur le prolétariat, tout d'abord sur le plan économique, mais ensuite naturellement sur le plan politique aussi, parce que la politique d'un pays n'est toujours que le reflet de ses rapports économiques.

VIII.

L'impossibilité de sauter par-dessus l'époque capitaliste en Russie

Il est évident que *deux systèmes économiques fondamentalement différents* ne peuvent pas être en vigueur *en même temps* dans un seul pays.

La seule question qui se pose est la suivante : quel système économique *est* le bon système, *c'est-à-dire quel* système économique correspond le mieux au stade d'évolution économique du pays, ou encore "c'est au tour" de quelle époque pour le pays. Les événements en Russie soviétique démontrent dans la pratique que la Russie doit *d'abord traverser l'étape du capitalisme*, et qu'elle ne pourra aspirer au but du socialisme qu'après ce bout de chemin. Le *gouvernement soviétique* se trouve donc placé immédiatement devant la tâche historique de *créer par tous les moyens la liberté de circulation et les possibilités de développement pour le capitalisme qui pousse à son épanouissement en Russie*.

L'affirmation ou la croyance selon laquelle le changement de politique économique du gouvernement soviétique signifierait une "réintroduction" du capitalisme en Russie est fausse. Il n'y a pas de réintroduction, mais il y a en réalité seulement l'introduction elle-même. En effet, il n'y avait (par rapport à l'étendue de la Russie) guère que des débuts de capitalisme dignes d'être mentionnés. On peut parcourir encore aujourd'hui en Russie des secteurs de la taille territoriale de l'Allemagne dans lesquels il n'y a pas une seule machine.

Les conditions préalables et les causes véritables d'une révolution prolétarienne-communiste n'étaient pas et ne sont toujours pas données en Russie : à savoir une industrie développée et des moyens de transports importants. Ces conditions préalables doivent être d'abord posées. Des machines doivent être introduites à la campagne. C'est là tout le problème. C'est cela la tâche du moment du gouvernement soviétique russe. Ce n'est pas seulement l'isolement qui contraint le gouvernement soviétique à sa politique, mais justement le fait qu'il n'y a pas eu au préalable un capitalisme développé en Russie qui aurait déjà introduit ces machines à la campagne.

Le capitalisme est la condition préalable du socialisme. Sans capitalisme, pas de machines et pas d'industrie développée. *Sans machines* et sans industrie développée, pas de socialisme. Le gouvernement soviétique a bien compris cela puisqu'il concentre toute son activité sur la soi-disant électrification, c'est-à-dire sur l'industrialisation de la Russie. Chaque moteur, chaque machine, est un vecteur de la révolution, et chaque étincelle d'électricité un messenger de la révolution.

Marx et *Engels* avaient déjà étudié la question du saut par-dessus l'époque capitaliste en général, et en particulier pour la Russie, et ils en sont arrivés au même résultat de son impossibilité. *Friedrich Engels* souleva la question en 1894 dans sa postface à l'article que *Marx* avait écrit dans le *Volksstaat* : "L'avenir social de la Russie" (1877) :

« La propriété paysanne collective existant en Russie peut-elle servir de point de départ à une action nationale qui, par le saut par-dessus toute la période capitaliste, fera passer le communisme paysan russe immédiatement dans la propriété collective socialiste moderne de tous les moyens de production, en l'enrichissant de toutes les conquêtes de l'époque capitaliste ? ».

et il répondait immédiatement par la négative avec la justification suivante :

« C'est une impossibilité historique qu'un stade inférieur d'évolution économique puisse résoudre l'énigme et les conflits qui ne sont nés et qui n'ont pu naître que dans un stade bien supérieur.

« Le simple fait que, à côté de la commune paysanne russe, en Europe occidentale, la production capitaliste se rapproche en même temps du point où elle va à l'échec et où elle laisse déjà penser elle-même à une nouvelle forme de production dans laquelle les moyens de production seront utilisés systématiquement comme propriété collective - ce simple fait ne peut pas donner à la commune russe la force de développer par elle-même cette nouvelle forme sociale. Comment pourrait-elle s'approprier les énormes forces productives de la société capitaliste en tant que propriété et outil sociaux avant que la société capitaliste n'ait encore accompli elle-même cette révolution ; comment la commune russe pourrait-elle montrer au monde de quelle manière l'on fait marcher la grande industrie pour le compte de la collectivité après qu'elle a déjà oublié de cultiver son sol pour le compte de la collectivité ? ».

Karl Marx écrivait en 1877 à propos de l'évolution probable de la Russie :

« Si la Russie aspire à devenir une nation capitaliste selon le modèle ouest-européen - et au cours de ces dernières années, cela lui a coûté beaucoup de peine d'aller dans cette direction -, elle n'y arrivera pas sans avoir auparavant transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires ; et ensuite, une fois entraînée dans le tourbillon de l'économie capitaliste, elle devra supporter les lois implacables de ce système, exactement comme les autres peuples profanes. C'est tout. ».

Lénine a lui aussi récemment insisté tout à fait ouvertement, dans son écrit : "Sur l'impôt en nature (le rôle de la nouvelle politique et ses conditions)", sur la même nécessité du passage par l'"antichambre", c'est-à-dire par l'époque capitaliste. La seule divergence consiste dans le fait qu'il parle encore de "capitalisme d'État" au lieu de capitalisme :

« ...Car le socialisme n'est rien d'autre que le prochain pas en avant à partir du monopole du capitalisme d'État.

« Le capitalisme de monopole de l'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'échelon historique qu'aucun autre échelon intermédiaire ne sépare de l'échelon appelé socialisme.

« N'est-il pas évident que, du point de vue matériel, économique, du point de vue de la production, nous ne sommes pas encore dans l'"antichambre" du

socialisme ? Et qu'autrement que par cette « antichambre », que nous n'avons pas encore atteinte, nous ne passerons pas la porte du socialisme ? ».

Lénine aborde donc sans détour le fait que, pour parvenir au socialisme, il est nécessaire de passer d'abord par l'"antichambre du capitalisme d'État".

Il est impossible de contourner ce processus ; croire que la loi de l'histoire peut être forcée est une pure absurdité. L'on ne peut pas accomplir une révolution prolétarienne dans des zones où il n'y a pas encore de prolétariat (au sens marxiste). Il est très difficile de persuader un homme qu'il faut aller vers le communisme s'il ne voit pas en même temps ses bases dans les rapports économiques et sa nécessité pour sa propre existence ultérieure. Les paysans russes ne peuvent pas encore ressentir en eux le désir de révolution prolétarienne justement parce qu'ils ne sont pas encore des prolétaires. C'est la raison pour laquelle ils s'opposent avec acharnement et de toutes leurs forces à la révolution prolétarienne. C'est pourquoi ils sont (historiquement parlant) l'ennemi de classe du prolétariat.

Mais, même si c'est une *impossibilité de sauter par-dessus l'époque du capitalisme*, il y a encore la *possibilité d'accélérer et d'abrégé son déroulement*. La question relative aux facteurs et aux moyens qui sont à même de permettre cela trouvera place dans le chapitre X.

Rosa Luxemburg écrivait en 1906 dans sa brochure : "Grève de masse, parti et syndicat", après la Révolution russe de 1905 :

« *La révolution russe a pour première tâche l'abolition de l'absolutisme et l'établissement d'un État légal moderne au régime parlementaire bourgeois. Dans la forme, c'est la même tâche que s'était donné pour but la révolution de mars 1848 en Allemagne, et la grande Révolution française de la fin du XVIII^e siècle.* ».

IX.

Les prochaines conséquences politiques de la politique du gouvernement soviétique

À côté de la tâche consistant à industrialiser, le *capitalisme* a encore et en même temps une autre tâche historique : la *création* de l'énorme masse de ceux qui doivent échanger leur force de travail contre un salaire au service du capital, c'est-à-dire du *prolétariat*. Le capitalisme engendre une division de la société en deux classes qui sont inconciliables entre elles : la bourgeoisie et le prolétariat. Le capitalisme produit les contradictions de classe et la lutte des classes entre le capital et la classe ouvrière.

L'introduction du capitalisme en Russie, comme il est tenu aujourd'hui sur les fonts baptismaux par le gouvernement soviétique, doit avoir et aura pour conséquence cette même séparation des classes, cette même lutte des classes :

« Qu'est-ce que la liberté des échanges ? C'est la liberté du commerce ; or la liberté du commerce, c'est le retour du capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce, c'est l'échange des marchandises entre des petits patrons. Nous tous qui avons étudié ne serait-ce que l'a b c du marxisme, nous savons que cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main-d'œuvre, *la division en capitalistes et ouvriers salariés*, c'est-à-dire la résurrection de *l'esclavage salarié* capitaliste qui ne tombe pas des nues, mais naît dans le monde entier de l'économie agricole marchande. »

Ces paroles profondes n'ont été prononcées par personne d'autre que *Lénine lui-même* lors du Xe Congrès de Parti Communiste de Russie en mars de cette année. Elles signifient que le changement de politique économique qui venait d'avoir lieu de la part du gouvernement soviétique doit entraîner directement *l'établissement de la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat*. Dans ce contexte-là, l'explication de Boukharine, selon laquelle le gouvernement soviétique aurait fait des concessions économiques sans qu'il ait dû faire de concessions politiques, apparaît nécessairement comme carrément ridicule pour tout marxiste.

La politique et son histoire ne sont toujours que l'expression des rapports économiques et de leur évolution, et non pas l'inverse. C'est ce que Marx a dit déjà en 1844 dans les "Annales franco-allemandes". *La conséquence politique incontournable des rapports économiques actuels de la Russie sera la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat avec toute sa terreur*. La classe

qui est la classe dominante économiquement en Russie deviendra en même temps aussi la classe politique dominante de la Russie “soviétique”.

Avec la reconnaissance des revendications de la paysannerie en faveur de la production libre, du commerce libre et des concessions en politique étrangère, le gouvernement soviétique a cessé d’être un gouvernement soviétique, à savoir un gouvernement du prolétariat. Aucun homme ne peut servir deux maîtres à la fois ; c’est une *chose absurde que d’être en même temps le dirigeant politique de la bourgeoisie et du prolétariat*. L’État n’est pas quelque chose de neutre qui se situe au-dessus de la division de la société en classes, mais il est toujours un pur instrument de classe destiné à soumettre politiquement une classe à une autre.

Le prolétariat russe a donc déjà laissé échapper son État de ses mains. Le gouvernement soviétique devient victime de sa propre politique. La Russie soviétique du prolétariat russe se transforme en Russie “soviétique” des paysans russes et de la bourgeoisie russe. Le *gouvernement* soviétique, contraint par les rapports économiques de la Russie d’introduire le capitalisme dans le pays, *devient par là même le représentant du capitalisme*.

La bourgeoisie internationale, qui est maintenant prête tout d’un coup à “aider” rapidement la Russie, n’exige pas du tout la chute du gouvernement soviétique, pas même la venue de monsieur Kerenski, non, au contraire : le gouvernement soviétique avec Lénine à sa tête lui semble être le protecteur le plus approprié pour le soutien et la “réalisation tranquille” de ses actions profitables. *Cela ne signifie rien d’autre que le fait que le gouvernement soviétique doit désormais devenir l’administrateur des intérêts de la bourgeoisie internationale*. Avec la meilleure volonté du monde, nous n’arrivons pas à avoir la naïveté fantastique de ceux qui lèvent un drapeau encore rouge, un drapeau qui n’est pas encore rouge de honte et qui fait sérieusement briller ces mots : ce qui se révèle ici, c’est « un phénomène hautement paradoxal dans la crise finale du capitalisme : la bourgeoisie doit soutenir son ennemi de classe ».

Au contraire, c’est le gouvernement soviétique qui est justement forcé par le capital international de jouer le rôle d’administrateur de ses intérêts profitables en Russie, et il est poussé par lui à prendre une position hostile au prolétariat, position semblable en cela, par exemple, à celle du gouvernement allemand. *Le capital mondial vise à faire de la Russie soviétique, comme de l’Allemagne, une filiale afin d’en obtenir du profit capitaliste*. Considérer, comme le fait le VKPD, le capital mondial comme capable d’une telle stupidité, à savoir de soutenir son ennemi de classe, cela signifie se transformer soi-même en bouffons de la société capitaliste.

Nous devons dire en toute clarté ce qui est et ce qui menace de se développer : puisque le gouvernement soviétique s’est déclaré prêt à procurer la plus grande liberté de mouvement au capitalisme en Russie, il ouvre avec cela pour le capital mondial une nouvelle occasion de reconstruction et de guérison. La Russie recèle des possibilités insoupçonnées d’investissements et d’exploitation qui, si on en profite intensivement, *peuvent donner au capital mondial une nouvelle période d’essor*.

La Russie soviétique en tant qu'État n'entre plus à l'avenir en ligne de compte comme facteur de la révolution mondiale ; elle devient un point d'appui de la contre-révolution internationale.

La transformation capitaliste de la Russie soviétique par l'intermédiaire du capital mondial, transformation qui débute maintenant avec la complicité la plus active du gouvernement soviétique, ne signifie pas pourtant seulement la fin de la Russie soviétique en tant qu'État prolétarien, mais aussi en même temps d'énormes nouvelles facilitations pour le capital mondial pour surmonter sa crise, et d'énormes nouvelles difficultés et entraves pour le développement de la révolution prolétarienne mondiale. C'est là une conséquence inévitable, et il ne peut en être autrement. Mais avec cela, on n'en a pas encore terminé avec les conséquences de la politique du gouvernement soviétique :

Le gouvernement soviétique doit devenir un gouvernement sur et contre la classe ouvrière après qu'il s'est rangé ouvertement du côté de la bourgeoisie. Le gouvernement soviétique, c'est le Parti Communiste de Russie. Et donc, le Parti Communiste de Russie est devenu un adversaire de la classe ouvrière puisqu'il représente, en tant que gouvernement soviétique, les intérêts de la bourgeoisie, au détriment du prolétariat. Cette situation ne durera pas longtemps ; le Parti Communiste de Russie devra se scinder.

Le prolétariat révolutionnaire russe ne peut pas gouverner contre lui-même. Les intérêts de la paysannerie russe et de la classe ouvrière russe ne peuvent pas être défendus simultanément par une seule et même organisation. Il y a entre elles une contradiction de classe insurmontable. Chaque classe a besoin de ses propres organisations, lesquelles correspondent à son caractère de classe et à ses buts de classe. La lutte de classe entre la paysannerie et le prolétariat ne peut pas, pas plus que dans le parlement bourgeois, être vidée et décidée dans le Parti Communiste de Russie par des bulletins de vote.

Les syndicats, eux aussi, qui sont encore aujourd'hui des organisations presque inertes, mais numériquement très importantes, devront éclater avant qu'ils ne puissent recevoir une nouvelle vie. Comme le Parti communiste devant la question de la coalition politique, ils sont placés devant la question de la communauté de travail économique avec le capital. Tous deux, le parti et les syndicats, répondront selon toute vraisemblance par l'affirmative aux deux questions.

Ensuite, comme le parti, sous la pression des réalités économiques, les syndicats eux aussi exploseront. Ils se décomposeront vraisemblablement en trois fractions : leur appareil organisationnel et leurs employés resteront rattachés déjà comme aujourd'hui à l'État russe, en tant que bureau de placement de l'État. Une partie des ouvriers se rassemblera syndicalement dans des structures organisationnelles semblables à celles des syndicats ouest-européens et elle mènera la lutte contre la vente à trop faible prix de la force de travail, mais non pas contre la vente de la force de travail en général. La partie restante s'unira dans une forme d'organisation révolutionnaire, avec des armes révolutionnaires-prolétariennes. Il apparaîtra des formes d'organisation du prolétariat révolutionnaire russe tout à fait nouvelles et indépendantes sur la base de la contradiction de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, contradiction qui s'aiguîsera fortement dans les grandes

villes et qui s'approfondira encore avec les derniers événements. Ces organisations seront, du point de vue de leur forme, de leur tactique et de leur but, très en avance par rapport au Parti Communiste de Russie d'aujourd'hui, et elles se rapprocheront au cours du temps, de par tout leur caractère, de celui du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (KAPD) et de l'Union Ouvrière Générale (AAU). Elles dépasseront largement la tactique purement oppositionnelle au Parti Communiste de Russie actuel et elles auront un caractère prolétarien-révolutionnaire prononcé.

Elles deviendront les véritables soutiens de la révolution prolétarienne future en Russie et elles auront à souffrir au cours de leur lutte des mesures de persécution et de répression les plus sanglantes de la part du gouvernement soviétique.

La transformation capitaliste et l'industrialisation de la Russie soviétique, ainsi que l'introduction de machines en particulier dans l'agriculture russe, déplaceront également complètement les rapports de classe *dans les régions agricoles de la Russie*. La *division capitaliste des classes* deviendra une réalité aussi à la campagne. Les machines vont couper la classe des petits propriétaires paysans, encore unitaire maintenant, en deux classes : la classe des paysans propriétaires et la classe des ouvriers agricoles sans biens. Ces ouvriers agricoles devront progressivement reconnaître et organiser en eux-mêmes l'avant-garde de la révolution prolétarienne dans l'agriculture.

Le gouvernement soviétique lui-même ne pourra plus dissimuler pendant encore bien longtemps son vrai visage, celui d'un État national-bourgeois. La Russie soviétique n'est plus un État prolétarien-révolutionnaire ou, pour être plus exact, la Russie soviétique ne peut plus être encore un État prolétarien-révolutionnaire. Elle est en voie, dans très peu de temps, de devenir, de par sa nature, si ce n'est de par son évolution, *un État bourgeois comme les États de l'Europe de l'Ouest*.

X.

La nécessité d'une nouvelle attitude du prolétariat révolutionnaire mondial vis-à-vis du gouvernement soviétique

Ce changement fondamental dans le caractère du gouvernement soviétique impose un changement aussi fondamental dans la position du prolétariat révolutionnaire du monde vis-à-vis du gouvernement soviétique, et par conséquent vis-à-vis de la Russie soviétique en tant qu'État. Des affaires modifiées exigent d'être abordées de manière modifiée. Le soutien parfaitement juste et inconditionnel, qui a été pratiqué jusqu'à présent par le prolétariat révolutionnaire mondial pour ce qui concerne les mesures du gouvernement soviétique, conduirait, s'il était poursuivi dans cette situation entièrement nouvelle, à son propre anéantissement.

Le prolétariat révolutionnaire mondial a soutenu jusqu'à présent inconditionnellement le gouvernement soviétique parce que, d'abord en tant que représentant du prolétariat industriel révolutionnaire russe, il mettait en œuvre pratiquement et directement sa volonté d'aller vers la propriété collective et aussi parce qu'il luttait conjointement avec la petite bourgeoisie et la paysannerie russes contre la noblesse féodale. La première condition a totalement disparue, et la seconde doit être considérée à l'avenir comme encore très possible mais dans une mesure limitée.

Conformément au principe fondamental de la tactique prolétarienne dans la révolution, ainsi que Marx et Engels l'ont déjà posé dans le "Manifeste communiste", le prolétariat révolutionnaire mondial doit désormais soutenir le gouvernement soviétique uniquement là où et quand il lutte, en tant que représentant des petits bourgeois et des paysans russes, conjointement avec le prolétariat industriel russe contre l'ennemi commun réactionnaire, la noblesse féodale. Mais il doit lui refuser toute aide là où il se retrouve, en tant que représentant de la bourgeoisie et de la paysannerie devenues entre-temps les classes dominantes, en contradiction avec le prolétariat russe. Il faudra donc à l'avenir décider au cas par cas du soutien au gouvernement soviétique par le prolétariat révolutionnaire mondial et faire dépendre de cela celui qui se conduit comme l'ennemi de ce gouvernement.

Le prolétariat révolutionnaire mondial doit considérer le gouvernement soviétique et les mesures qu'il prend du point de vue du prolétariat révolutionnaire russe et selon son propre point de vue. Le soutien inconditionnel du gouvernement soviétique conduirait aussi dans le futur à deux sortes de conséquences qui doivent être formulées si l'on veut

démontrer le caractère indéfendable de la poursuite d'un soutien inconditionnel :

Il signifierait, premièrement, *l'approbation totale et le soutien des mesures de ce gouvernement soviétique bourgeois contre le prolétariat révolutionnaire russe*, c'est-à-dire contre le courant qui se dénomme *Opposition ouvrière*, contre les masses de millions de prolétaires russe qui, comme la camarade Kollontaï le dit, « mènent dans la République ouvrière soviétique une existence misérable et souillée de réclusionnaires ». Il ne fait aucun doute que le prolétariat révolutionnaire mondial, placé devant le choix entre le gouvernement d'un État bourgeois et le prolétariat révolutionnaire, se doit d'*aider son frère de classe, et donc l'Opposition ouvrière russe*.

Il signifierait, deuxièmement, *la complicité complète avec les mesures internationales du gouvernement soviétique ; et donc l'engagement à faire de la propagande et à mettre en œuvre la collaboration la plus active en faveur du développement du capitalisme à l'étranger et par conséquent à la reconstruction du capitalisme international*. Le prolétariat révolutionnaire mondial devrait s'opposer à la révolution prolétarienne, émettre et suivre le mot d'ordre : « Travail le plus intensif dans le cadre et sous les conditions du capitalisme », au lieu du mot d'ordre : « Sabotage et arrêt de la production capitaliste ». C'est cela et rien d'autre que le gouvernement soviétique demande. *Ce serait en même temps de la folie et de la trahison que d'accompagner le gouvernement soviétique sur cette ligne*.

Le prolétariat révolutionnaire mondial va donc réviser de fond en comble son attitude antérieure vis-à-vis du gouvernement soviétique, et il devra dans les deux derniers cas se présenter et agir *comme son ennemi de classe conscient*. De la sorte, la solidarité fraternelle de classe avec le prolétariat russe ne sera pas enfreinte, mais au contraire encore renforcée. *Ce sera précisément l'intérêt commun du prolétariat russe et du prolétariat du reste du monde qui sera défendu dans la lutte contre ce gouvernement soviétique-là*.

C'est pourquoi également *la lutte des travailleurs révolutionnaires dans les différents États* ne devra pas le moins du monde être modifiée : *le but auquel il faut tendre directement demeure toujours la destruction du pouvoir d'État bourgeois et la fondation d'un pouvoir d'État prolétarien*. Cela vaut tout particulièrement pour le prolétariat allemand. Car *seule la victoire du prolétariat allemand*, sous la forme de la conquête du pouvoir politique, aurait été à même de préserver la Russie soviétique de son sort actuel si elle avait pu sauver le prolétariat russe de la misère et de l'oppression subie du fait de son propre gouvernement soviétique. Seule la révolution allemande, ou bien ouest-européenne, aurait pu décider de la lutte de classe entre les ouvriers russes et les paysans russes *en faveur des ouvriers russes*.

Cette possibilité et cette nécessité ne valent pas seulement pour le passé, mais aussi pour aujourd'hui, pour demain et pour tout le proche avenir. Seul l'État des conseils victorieux du prolétariat allemand constituerait une aide efficace pour les ouvriers russes dans leur lutte contre *la petite bourgeoisie et la paysannerie* intérieures et la bourgeoisie extérieure. Seule la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne rendra alors possible la victoire finale de la révolution prolétarienne en Russie.

Seul, le prolétariat russe est trop faible pour pouvoir triompher de l'énorme masse paysanne, et encore plus de la bourgeoisie intérieure et extérieure. Mais en s'alliant avec le prolétariat allemand, il aurait pu et il pourra terrasser ces ennemis de classe. Et seule l'existence d'un pouvoir d'État prolétarien en Allemagne est en même temps le facteur qui aurait pu accélérer, et accélérerait au sens des intérêts vitaux du prolétariat, la phase de transition bien sûr intrinsèquement inévitable à travers le capitalisme dans l'agriculture russe.

Les paysans russes, avec leur désir de propriété privée capitaliste et leurs intérêts petits-bourgeois, s'opposeront il est vrai au pouvoir organisé des prolétariats russe et allemand alliés, mais ils devront se soumettre pourtant finalement à ce pouvoir, même si c'est à la suite de combats difficiles et sanglants. L'adoption par l'agriculture russe de moyens de transport et de machines fournies par le prolétariat allemand victorieux créerait très rapidement et rigoureusement, dans l'intérêt du prolétariat russe et allemand, ainsi que de celui du reste du monde, les conditions pour la mise en œuvre réussie de la révolution prolétarienne de la propriété collective, *y compris* en Russie, même si Lénine lui-même considère « le *changement* du petit paysan, de toute sa psychologie et de ses habitudes, comme l'affaire de générations » :

« Si la question du petit paysan doit elle aussi être résolue, si toute la psychologie du petit paysan doit devenir autre, ceci ne peut se produire que par un changement de sa base matérielle. Il est nécessaire pour cela de prendre des mesures techniques dans la production agricole, à savoir d'utiliser de la manière la plus étendue possible les charrues à vapeur et les machines agricoles et de procéder à une électrification de grande envergure. C'est cela seulement qui permettrait de faire de fond en comble et avec une énorme rapidité du petit paysan un autre homme. Quand je dis que des générations y seront nécessaires, cela ne signifie pas que ce sont des siècles qui sont nécessaires. Mais vous comprenez très bien que l'acquisition de charrues à vapeur et de machines, ainsi que l'électrification d'un pays si énorme, demanderont certainement pas moins que des décennies. Ce sont là des rapports objectifs. ».

Mais le prolétariat révolutionnaire n'a pas le droit de buter sur toutes les questions quelle que soit la durée du processus de la révolution politique, quelle que soit sa difficulté et quels que soient les sacrifices qu'il coûtera. Le prolétariat révolutionnaire doit agir, et il doit agir avec résolution et décision. Même avec les plus grands sacrifices, la révolution prolétarienne n'est pas remportée à un prix trop élevé, parce que ce qui est en vue devant elle, c'est la mort, mais derrière elle, c'est la vie. Le prolétariat révolutionnaire allemand doit passer immédiatement à l'action sans crainte de la mort pour se sauver lui-même et sauver son frère russe du naufrage.

Le prolétariat révolutionnaire du monde entier doit au prolétariat russe une infinité de choses. Le prolétariat russe lui a montré les voies et les méthodes (grève de masse et insurrection) qui mènent au pouvoir politique ; il lui a

indiqué en même temps la forme de l'État prolétarien, les conseils ouvriers. C'est là le haut fait, le succès le plus remarquable de la Révolution russe !

C'est maintenant, beaucoup plus lourdement qu'auparavant, que pèse, après le passage du gouvernement soviétique du côté de la bourgeoisie, la responsabilité de la révolution prolétarienne mondiale sur le prolétariat allemand. La Russie "soviétique" a joué le rôle d'une Russie soviétique. L'Allemagne soviétique est la prochaine étape de la révolution mondiale, et sa fondation la tâche la plus urgente du prolétariat révolutionnaire allemand. Ce n'est qu'ensuite que la, Russie "soviétique" actuelle, l'État de la bourgeoisie et des paysans, redeviendra l'ancienne et en même temps nouvelle Russie soviétique, l'État du prolétariat révolutionnaire russe !

XI.

Le gouvernement soviétique et la III^e Internationale après le III^e Congrès mondial

Le III^e Congrès mondial de la III^e Internationale a attaché de manière définitive et indissoluble le destin de la III^e Internationale à la Russie "soviétique" d'aujourd'hui, et donc à un État bourgeois. Il a subordonné les intérêts de la révolution prolétarienne mondiale aux intérêts de la révolution bourgeoise d'un seul pays. Organe suprême de l'Internationale prolétarienne, il a mis cette Internationale prolétarienne au service d'un État bourgeois. Il a ainsi enlevé toute indépendance à la III^e Internationale et il l'a placée dans la dépendance directe de la bourgeoisie.

Les chefs du Parti Communiste de Russie sont à la fois des chefs de l'État russe et de la III^e Internationale. L'État russe actuel et le prolétariat mondial vivent et se battent pour deux révolutions différentes : l'État russe pour une révolution bourgeoise, et l'Internationale prolétarienne pour une révolution prolétarienne. Ce qui se cache entre la révolution russe actuelle et la révolution prolétarienne mondiale, c'est la contradiction de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Même si toutes deux marchent côté à côté dans le temps, c'est un monde de contradictions qui les séparent du point de vue de leur contenu.

En remettant la direction de l'Internationale prolétarienne à l'État russe et à ses chefs, le III^e Congrès mondial a trahi la révolution prolétarienne mondiale au profit de la bourgeoisie. En effet, Lénine n'est plus le représentant du prolétariat, il est le représentant des paysans russes, c'est-à-dire de la bourgeoisie internationale. Les paysans russes ne laissent vivre le prolétariat et son Internationale que pour autant que ces derniers soutiennent leur révolution bourgeoise orientée vers la propriété privée ; les paysans russes matraqueront le prolétariat et son Internationale dès que ces derniers, dans le but d'établir la propriété collective prolétarienne, se tourneront contre eux, contre leur propriété privée.

De ce fait, les paysans russes, à travers la personne de Lénine, ont fait de la III^e Internationale un facteur de puissance de leur politique d'État. De ce fait, les paysans russes, à travers la personne de Lénine, ont refusé à la III^e Internationale l'application d'une tactique et de méthodes de lutte vraiment prolétariennes. *De ce fait, les paysans russes, à travers la personne de Lénine, ont placé les diverses sections de la III^e Internationale à l'aile d'extrême-gauche de l'opposition bourgeoise de chaque pays.*

Les paysans russes ont besoin d'un facteur de puissance vis-à-vis des autres États bourgeois du monde pour devenir capables de leur faire concurrence et pour compenser de cette manière-là le désavantage de leur développement

en retard. Ils jettent le poids de l'Internationale prolétarienne dans la balance de la politique mondiale, ce qui doit leur procurer l'équilibre avec, et si possible la prépondérance sur, les autres pays capitalistes. Le prolétariat révolutionnaire du monde entier est pour eux - nous voulons parler tout à fait ouvertement et sans émettre de jugement de valeur - la chair à canon adéquate pour la protection de leur propriété privée et de leur profit.

La révolution prolétarienne mondiale est leur ennemie. La révolution prolétarienne mondiale leur enlèvera leur propriété privée. C'est pourquoi les paysans russes haïssent la révolution prolétarienne mondiale. C'est pourquoi ils empêchent la victoire de la révolution prolétarienne mondiale en barrant à la III^e Internationale le chemin qui y mène, et en la déportant vers la voie de la pure opposition vis-à-vis de la bourgeoisie internationale. C'est pourquoi ils expulsent le Parti Communiste Ouvrier de la III^e Internationale : parce que les armes et les méthodes de lutte de lui seul conviennent pour aider la révolution prolétarienne mondiale à remporter la victoire.

La III^e Internationale est perdue pour la révolution prolétarienne mondiale. Elle se trouve, comme la II^e Internationale, entre les mains de la bourgeoisie. Toute la différence entre elles deux consiste uniquement dans le fait que la II^e Internationale, avec ses différents partis nationaux, dépend des différents États bourgeois, tandis que la III^e Internationale dépend elle, dans son ensemble, d'un seul État bourgeois. C'est la raison pour laquelle la III^e Internationale fera toujours ses preuves à l'avenir, dans le domaine de sa force et de sa puissance, là où il s'agira de la protection de l'État bourgeois de la Russie ; mais elle faillira toujours à sa tâche là où il s'agira de favoriser la révolution prolétarienne mondiale. Ses actions constitueront une longue série de trahison continue de la révolution prolétarienne mondiale.

XII.

L'aide du prolétariat allemand à la Russie soviétique

Aucun événement ne pouvait démontrer aussi rapidement et aussi nettement la justesse de ces propositions que l'attitude du gouvernement soviétique et du VKPD à l'égard de la situation de détresse momentanée que connaît la Russie soviétique : pas un mot sur ou pour la révolution mondiale, seulement l'achat capitaliste de marchandises ! Les différentes sections de la III^e Internationale assument, fidèles à leur devoir, l'entremise entre le gouvernement soviétique de la Russie bourgeoise-paysanne et la bourgeoisie des différents pays, et elles font le nécessaire pour que le prolétariat du monde entier, ainsi que toute leur force de travail, soient mis à la disposition du capital dans les conditions de l'économie de profit. C'est ainsi que la III^e Internationale se place dans la pratique, conformément à toute sa position théorique, au service de la reconstruction et de la consolidation du capitalisme international.

Avec son appel pour une opération de secours en faveur de la Russie soviétique, le VKPD a scellé sa faillite politique complète. Il renonce à l'avenir à toute lutte de classe contre la bourgeoisie. Il abandonne même l'idée de la révolution prolétarienne. Il propose au capital allemand une communauté de travail. Ce n'est pas le prolétariat allemand qui doit fournir des aides aux travailleurs russes, mais la bourgeoisie allemande. *Il se situe ouvertement sur le terrain de l'ordre social capitaliste et il reconnaît que les moyens de production doivent rester la propriété de la bourgeoisie allemande.*

Il demande à la bourgeoisie « d'accorder à la Russie soviétique des crédits commerciaux à long terme et de lui consentir des prix pratiqués sur son marché intérieur » ! Le prolétariat russe doit *acheter* les aides de la bourgeoisie allemande ; le VKPD mendie sa permission bienveillante auprès du capital allemand ! La politique du VKPD consiste désormais à faire des affaires capitalistes avec tous les trafiquants et les spéculateurs ! Le VKPD se surpasse : il cherche d'une manière démagogique à rendre ce maquignonnage attrayant pour le prolétariat allemand en s'écriant : « Le travailleurs doivent réfléchir au fait que des exportations accrues vers la Russie, grâce à des crédits à très long terme et à l'octroi de prix pratiqués sur le marché intérieur, créent pour eux-mêmes des occasions de travail amplifiées ».

Le VKPD tend la main au capital afin de ligoter l'ensemble de la classe ouvrière à l'économie de profit et à l'exploitation de la bourgeoisie allemande. Il est déterminé à aider à remettre le capitalisme sur pied en Allemagne ! Les ouvriers allemands doivent produire en vue du profit, les marchandises produites appartiennent au capital, les ouvriers russes doivent ensuite racheter ces marchandises au capital allemand, c'est cela le cycle de la révolution mondiale vue par le VKPD ! Il aide le capital allemand,

propriétaire des moyens de production, à exploiter le prolétariat allemand dans la production afin de récolter pour le capital commercial allemand les profits résultant de la vente des marchandises au gouvernement soviétique.

Le chemin emprunté par le VKPD et la III^e Internationale conduit non seulement les prolétariats allemand et russe à l'abîme, mais il conduit également la révolution prolétarienne mondiale dans l'impasse de la bourgeoisie. Leurs méthodes n'apporteront aucune sorte d'aide et de salut au prolétariat russe. Le résultat en sera inévitablement l'étranglement de la révolution mondiale et un asservissement encore plus grave par le capital international.

Il n'existe qu'un chemin, qu'une aide, qu'un salut : c'est la révolution prolétarienne ! Comment pouvons-nous aider le prolétariat russe autrement ? Avons-nous par exemple de l'argent, des céréales, des médicaments ? N'est-ce pas d'un ridicule achevé quand le VKPD demande de telles choses au prolétariat allemand qui en est totalement démuné ? Nous n'avons absolument rien. Nous sommes complètement pauvres. Nous souffrons de la faim !

Mais la bourgeoisie, elle, a tout cela. Nous pouvons aider nos frères russes et nous aider nous-mêmes si nous l'arrachons à la bourgeoisie. C'est ce que le prolétariat vraiment révolutionnaire doit faire. Il doit s'attaquer aux leviers de pouvoir la bourgeoisie. Il doit détruire son État et établir son propre État. Il disposera alors également de ce dont le prolétariat russe a besoin et de ce dont nous avons nous-mêmes besoin. Nous pourrons ensuite tout fournir nous-mêmes à nos frères russes sans marchandages, sans « crédits commerciaux à long terme et sans octroi de prix pratiqués sur le marché intérieur » ! Alors ce sera le frère qui donne au frère, le prolétariat au prolétariat.

XIII.

Faillite de la III^e Internationale et nécessité de créer une Internationale communiste-ouvrière révolutionnaire

La IIIe Internationale, liée de manière indissociable à la politique de l'État russe depuis le IIIe Congrès mondial, va à une vitesse vertigineuse au-devant de la même catastrophe que l'État russe lui-même. Elle qui a tout d'abord été une véritable tentative de création d'une Internationale prolétarienne révolutionnaire, mais qui est aujourd'hui uniquement un facteur de puissance entre les mains du gouvernement soviétique, doit unir sa destinée avec lui. En effet, la IIIe Internationale a perdu toute indépendance. La IIIe Internationale est devenue une Internationale nationale-russe.

Elle est entraînée par le gouvernement soviétique sur la même ligne que celui-ci a désormais empruntée : l'aide à la reconstruction du capitalisme. Les diverses sections de la IIIe Internationale ne sont plus que les troupes auxiliaires politiques entre les mains du gouvernement soviétique bourgeois, et en conséquence il en est de même de toutes leurs positions et activités politiques.

La III^e Internationale a renoncé officiellement à la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes parce qu'elle n'est pas dans l'intérêt de la politique de l'État russe. En effet l'intérêt de l'État russe consiste dans le maintien et la liberté de mouvement de la propriété privée paysanne et bourgeoise, ainsi que dans la construction du capitalisme en Russie. Puisque la révolution prolétarienne entraverait le gouvernement soviétique dans cette tâche qui lui est historiquement prescrite, il agit, avec toute la III^e Internationale, à rebours de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est la raison pour laquelle la Russie soviétique et la IIIe Internationale n'appellent plus le prolétariat international à la révolution, à la conquête du pouvoir politique, mais elles l'appellent seulement « à influencer les gouvernements capitalistes » pour qu'ils livrent de manière capitaliste des machines et des marchandises à la Russie soviétique.

Les sections de la IIIe Internationale sont, prises toutes ensemble, au service d'un seul État bourgeois. Les partis de la IIe Internationale sont quant à eux, tous pris séparément - chacun pour soi -, au service de leurs États bourgeois respectifs. C'est là toute la différence. La III^e Internationale travaille dans son ensemble à la construction de l'économie capitaliste russe, et la II^e Internationale travaille, quant à elle, par l'intermédiaire de ses

différents partis nationaux, à la reconstruction de leurs économies nationales capitalistes respectives. C'est là la ligne de démarcation entre les IIe et IIIe Internationales.

Elles trouvent leur base commune dans le soutien en commun au capitalisme en général, à la bourgeoisie internationale contre la révolution prolétarienne. En effet, si la IIe Internationale vise directement le but de la reconstruction du capitalisme international, la politique de la IIIe Internationale, même si elle essaie énergiquement de cacher cette vérité, a exactement la même tendance.

Par son exhortation adressée aux sections pour produire, dans le cadre et sous les conditions du capitalisme, en vue de livrer des marchandises au gouvernement soviétique, la IIIe Internationale aide dans la pratique le capital à surmonter la crise, et elle tire en même temps dans le dos de la révolution prolétarienne dont le moyen et la condition sont précisément la sabotage et l'arrêt de la production capitaliste. La IIIe Internationale se place ainsi sur le terrain de la tactique syndicale social-démocrate. Elle n'essaiera pas seulement d'empêcher par tous les moyens la révolution prolétarienne, mais elle tentera même de prévenir la plus petite grève. En effet, si l'on veut tout simplement produire, il ne faut pas freiner ou arrêter la production par des grèves. Nul n'est tenu à l'impossible.

La IIIe Internationale est perdue pour la révolution prolétarienne mondiale. Son naufrage surviendra aussi rapidement que sa chance est arrivée. Elle sera entraînée inexorablement dans la catastrophe du gouvernement soviétique russe. Avec sa fin, le prolétariat révolutionnaire du monde entier devra ne plus compter que sur lui-même et continuer à lutter sans aucune aide d'État.

Quelle que soit la vitesse avec laquelle cette évolution va s'accomplir, nous n'avons pas le droit d'hésiter un jour de plus. Nous devons agir maintenant avec rapidité et décision. La IIIe Internationale gît sur son lit de mort, incapable de se relever. Le prolétariat révolutionnaire du monde ne doit pas s'attarder une minute de plus auprès de son lit de mort. Laissons les morts enterrer les morts.

Le prolétariat du monde entier se trouve confronté à des tâches énormes. Son regroupement international sur la base des principes et des méthodes de lutte de la révolution prolétarienne ne peut pas rester plus longtemps un vain espoir. Il est maintenant temps que ce regroupement se transforme en une réalité sérieuse et vigoureuse.

Une nouvelle vie se fraye un chemin vers la lumière. La naissance de l'Internationale Communiste-Ouvrière révolutionnaire s'annonce. Le Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne est décidé et prêt à être son accoucheur.

XIV.

Lignes directrices de l'Internationale Communiste-Ouvrière (KAI). Sa tâche et son évolution, sa tactique et sa forme d'organisation

Les décisions du III^e Congrès mondial ont balayé les dernières lueurs d'espoir d'une III^e Internationale qui se présenterait comme le chef de la révolution prolétarienne mondiale. La III^e Internationale non seulement n'a pas caché, mais elle a annoncé tout à fait ouvertement et sans aucune honte qu'elle renonçait à la révolution mondiale. Et elle a même déclaré la guerre à la révolution prolétarienne mondiale.

La III^e Internationale, qui avait été créée il y a deux ans et demi à la suite de la magnifique initiative des communistes russes, agissait à cette époque-là comme un audacieux élan révolutionnaire dirigé contre monde capitaliste tout entier. Elle relevait le drapeau de la révolution prolétarienne internationale qui avait été traîné dans la boue de la guerre impérialiste par la II^e Internationale, et elle proclamait à la face du monde sa volonté de lutte prolétarienne révolutionnaire.

Elle n'a pas été capable d'accomplir l'énorme tâche qu'elle avait inscrite sur son drapeau. Elle s'est transformée de pionnier de la révolution prolétarienne mondiale en son plus farouche ennemi. Le III^e Congrès mondial a été la déclaration finale de sa faillite. La III^e Internationale s'est placée du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire du monde entier. Elle est devenue la sœur en chair et os de la II^e Internationale.

La *II^e Internationale* avait la tâche historique de mener, *au cours de la phase d'essor du capitalisme*, les luttes du prolétariat contre la bourgeoisie, dans le cadre *de ce capitalisme*. La II^e Internationale a créé et appliqué les méthodes de lutte (parlementarisme, syndicats) et les formes d'organisation (partis sociaux-démocrates nationaux) nécessaires pour ce combat.

Les méthodes de lutte et les formes d'organisation de la II^e Internationale ont servi non pas à l'anéantissement, mais à la conservation du système capitaliste d'État, d'économie et de société, non pas à la suppression, mais à l'aplanissement des contradictions de classe. C'est pourquoi elle devait agir en se rendant coupable de trahison au moment même où la pérennité du capitalisme elle-même était remise en question par la séquence des événements. Étant donné qu'elle était elle-même une partie intégrante de l'époque capitaliste, elle devait, au moment où la crise mortelle du

capitalisme se déclarait, se défendre contre la nouvelle société de classe qui se frayait un chemin vers la lumière, afin de se maintenir aussi, avec tout le capitalisme, elle-même en vie.

La *IIIe Internationale* avait quant à elle la tâche historique d'assumer la direction du prolétariat *au stade de la crise mortelle du capitalisme*, de trouver les méthodes de lutte nécessaires pour ce combat, de constituer et de mettre en application les nouvelles formes d'organisation. Elle devait asséner un coup mortel à l'époque de la propriété privée capitaliste qui était en train de mourir par la destruction de toutes les organisations qui étaient liées avec elle, et poser en même temps les bases d'une nouvelle époque de la propriété collective prolétarienne qui était en train de se frayer un chemin vers la vie.

L'accomplissement de cette tâche originelle par la *IIIe Internationale* a échoué à cause de son association funeste avec la direction d'un État dont le caractère prolétarien initial s'est transformé par la force des choses au cours des dernières années en un caractère bourgeois prononcé, et du fait que la direction de l'*Internationale prolétarienne* était dans une seule et même main. Placés devant l'alternative entre la politique d'État bourgeoise et la révolution prolétarienne mondiale, les communistes russes se sont décidés pour les intérêts de la première et ils ont mis toute la *IIIe Internationale* à son service.

Le prolétariat révolutionnaire de monde entier est aujourd'hui en lutte contre la bourgeoisie internationale qui s'unit de plus en plus solidement, *alors qu'il ne dispose pas d'une organisation de lutte internationale* qui représenterait de manière résolue et quel qu'en soit le prix l'intérêt de la révolution prolétarienne. Il n'y a plus rien d'autre à attendre de la *IIIe Internationale* que la trahison. Le prolétariat révolutionnaire du monde entier se trouve donc face à la nécessité inéluctable de bâtir une nouvelle *Internationale Communiste-Ouvrière* et d'en poser les bases dès aujourd'hui.

La nouvelle Internationale Communiste-Ouvrière devra se fixer fondamentalement comme objectif la création de l'époque prolétarienne-communiste et, comme premier pas pour cela, l'anéantissement des pouvoirs d'État capitalistes (républiques démocratiques) et la mise en place de pouvoirs d'État prolétariens (États des conseils). Cet objectif exige la démolition de tous les ponts avec la bourgeoisie et avec son État, et donc *la position et la conduite ouvertement illégales de tout son combat*. Son point de repère suprême ne doit pas être l'intérêt particulier de n'importe quelle révolution "nationale" ou ouest-européenne, mais l'intérêt commun du prolétariat mondial : *la révolution prolétarienne mondiale*.

Pour établir sa *tactique*, elle doit d'une part éviter absolument tout stéréotype, mais elle doit d'autre part la subordonner aux méthodes de lutte telles que la révolution prolétarienne les exige vraiment. Elle doit partir du degré d'évolution des rapports économiques des pays pris séparément, et elle doit lutter partout où la crise mortelle du capitalisme a débuté avec des armes exclusivement prolétariennes-révolutionnaires, et par conséquent des méthodes antiparlementaires, antisyndicales et, en général, illégales.

L'illégalité consciente doit être posée comme principe fondamental de sa tactique. Le fait de vouloir adopter immédiatement, avec ses formes

particulières, les méthodes de lutte du Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne comme règle obligatoire pour tous les groupes et les partis de l'Internationale Communiste-Ouvrière serait une cabriole historique. Cette règle obligatoire désavouerait précisément le principe toujours mis en avant par le Parti Communiste-Ouvrier, à savoir que les formes particulières de la tactique doivent être rendues dépendantes du degré d'évolution des rapports capitalistes de production et de classes.

Les méthodes de lutte du Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne résultent du stade élevé d'évolution des rapports économiques en Allemagne. Dans tous les pays capitalistes, le prolétariat doit avoir recours aux mêmes armes dès que le capitalisme de son pays entre dans la même phase. Cela apparaît pratiquement en particulier avec le fait aussi bien frappant qu'évident que l'évolution vers la tactique et la forme d'organisation du Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne s'effectue tout d'abord maintenant dans les États qui étaient auparavant liés étroitement à la politique de l'État bourgeois allemand, et qui donc, du fait de leur propre défaite dans la guerre mondiale, ont été entraînés dans une position économique et politique similaire à celle de l'Allemagne, c'est-à-dire l'Autriche, la Bulgarie, la Suisse allemande, la Hollande, le Luxembourg, l'Espagne, le Mexique et l'Argentine.

Dans tous ces pays, les groupes ouvriers communistes se rapprochent du point de vue du Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne, mais ils ne l'ont pas encore tout à fait atteint parce que le développement des rapports économiques de leur pays n'a pas encore pris les mêmes proportions que celui de l'Allemagne. C'est pourquoi il serait totalement erroné de vouloir y anticiper un développement historique par le biais d'une règle obligatoire artificielle. Les choses devront évoluer d'elles-mêmes. *C'est la tactique du Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne qui conduira finalement le prolétariat du monde entier à la victoire.*

La même considération qui vaut pour la détermination de la tactique dans chaque pays doit être prise également en compte pour la fixation de *la forme d'organisation de l'Internationale Communiste-Ouvrière elle-même*. Personne n'arrivera à prendre place dans une Internationale Communiste-Ouvrière fin prête. Elle doit grandir de manière organique exactement comme le Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne s'est développé de manière organique. *Son organisation ne peut pas être imposée d'en haut, elle doit être créée à partir du bas.*

Dans la II^e Internationale, chaque parti national a droit à l'autodétermination. Dans la III^e Internationale, c'est - apparemment - une instance centrale internationale unitaire qui dirige, mais en réalité c'est le commandement national de l'État russe. Il y a il est vrai dans la composition du Comité Exécutif des représentants du prolétariat international, mais, dans les faits, ce Comité est subordonné aux ordres des communistes russes. Toute résistance contre lui est inutile, tout mouvement d'opposition est immédiatement réprimé. La forme d'organisation apparaît comme centralisée au plus haut degré, mais, sous ce centralisme apparemment international, se cache seulement l'absolutisme des communistes russes.

Ce n'est qu'en épousant cette difformité que la forme d'organisation hautement développée du centralisme international est en fait possible dans la III^e Internationale. L'Internationale Communiste-Ouvrière ne pourra pas choisir tout d'abord la forme d'organisation du centralisme international, car ses conditions n'existent pas encore. Cette forme d'organisation ne se situe pas au début, mais à la fin de son développement. Elle est le but, et non le commencement.

Les conditions reposent ici aussi sur l'évolution des rapports économiques. Le prolétariat révolutionnaire ne peut pas s'organiser politiquement davantage que le capital n'est lui-même organisé, et il faut entendre sous ce terme d'"organiser" la forme d'organisation centralisée avec une unique instance centrale qui prend sur toutes questions des décisions uniformes et valables pour tous les membres. Le prolétariat révolutionnaire doit affronter de manière organisationnelle le capital exactement comme celui-ci est lui-même organisé. Sinon, ses coups ne feront que frôler le capital.

Si, jusqu'à la guerre mondiale, l'État national a été constamment la forme d'organisation politique du capital et les partis nationaux de la II^e Internationale l'organisation correspondante du prolétariat, alors, après que la guerre mondiale a commencé à briser les formes d'organisation nationales du capital et à créer des formes internationales, l'Internationale Communiste-Ouvrière doit désormais effectuer le même pas. Elle pourra agencer de façon centralisée son organisation par-delà le cadre des États nationaux particuliers de manière à ce qu'elle coïncide avec les différents pays ayant le même degré de développement économique et qu'elle utilise pour ces derniers une instance centrale avec un pouvoir décisionnaire contraignant.

L'Internationale Communiste-Ouvrière devra probablement créer au cours du temps toute une série de ces centrales tactiques intermédiaires, et c'est uniquement ainsi, en allant du bas vers le haut, qu'elle deviendra une *véritable Internationale des conseils*. Sinon, elle souffrirait de l'inflexibilité des réalités économiques et elle se fracasserait contre elles. Il n'empêche qu'elle doit naturellement chercher désormais à améliorer aussi son organisation de façon continue jusqu'à ce qu'elle parvienne à son grand but final, l'État international des conseils du prolétariat mondial.

Il faut construire l'Internationale Communiste-Ouvrière. Rapidement, mais de façon sûre et solide. Elle doit être le navire qui fera passer le prolétariat révolutionnaire du monde entier, à travers la tempête de la révolution prolétarienne mondiale, par-dessus les vagues de la société capitaliste déclinante, dans le pays de la communauté prolétarienne communiste.

L'Internationale Communiste-Ouvrière doit être le brandon qui mettra le feu à tout l'ancien monde en décomposition. L'Internationale Communiste-Ouvrière doit être l'épée dont les coups doivent éliminer la vie parasitaire des exploités et des oppresseurs de la masse des millions de prolétaires dans le monde entier.

L'Internationale Communiste-Ouvrière doit poser la première pierre du nouveau monde prolétarien-communiste, de la société sans classes. Le chemin sera dur et long, mais le but est d'autant plus sublime et immense.

Vive l'Internationale Communiste-Ouvrière !

Vive la révolution mondiale !

APPENDICE

PARTI COMMUNISTE-OUVRIER D'ALLEMAGNE

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE PUBLIC DU K.A.P.D.

du 11 au 14 septembre 1921 à Berlin, Dresdner Garten

Interventions du rapporteur Dethmann, GHA du KAPD, sur «la nécessité de la création d'une Internationale communiste-ouvrière»*

Cam. DETHMANN

Camarades ! Le point que je veux soulever est le suivant : La III^e Internationale et la nécessité de la création d'une Internationale communiste-ouvrière. Le Comité principal de gestion m'a demandé de faire mon exposé dans un sens historique, c'est-à-dire de ne pas trop aborder les choses qui concernent la III^e Internationale et son évolution au cours de cette dernière période, et ceci en vérité parce que ces choses ont été discutées à fond au cours des dernières semaines et des derniers mois dans le Parti, dans la revue "*Proletarier*", dans le *K.A.Z.* (**), etc., et qu'elles sont la plupart du temps bien connues, mais de décrire de manière générale l'évolution de l'Internationale prolétarienne à tous ses stades et dans toutes ses formes, ou du moins d'en extraire les moments principaux.

L'idée de l'Internationale prolétarienne a été exprimée, pour la première fois dans la forme précise qui est aujourd'hui en vigueur, dans le *Manifeste communiste* lequel est né à l'époque de la Révolution française de 1848 et à

(**) Kommunistische Arbeiterzeitung = Journal communiste- ouvrier. (NdT).

l'époque des débuts de la révolution bourgeoise allemande qui a été la conséquence la précédente. Le *Manifeste communiste* se termine par la phrase : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », et il a des antécédents qui sont peut-être connus de certains d'entre vous. Lorsque cette idée a été exprimée, il y avait déjà à sa base de solides organisations, lesquelles étaient toutefois plus des associations d'individus que de masses prolétariennes. C'est à partir de la "Ligue des justes", qui était née dans les années 30 du siècle précédent, que s'est développée en Allemagne, en particulier avec la collaboration de Marx et d'Engels, la "Ligue des communistes", une association internationale d'individus qui habitaient dans les villes les plus différentes de l'Europe et des États-Unis d'Amérique. Cette association, qui était la première forme d'un regroupement international de prolétaires, était si petite que le nombre de ses membres était limité pour les villes à un chiffre allant de 3 à 10 personnes. Le nombre de membres ne devait pas dépasser le chiffre de 10. C'était là une mesure de précaution contre les opérations policières et les agissements d'espionnage du gouvernement monarchiste d'alors. Cette Ligue dans son ensemble avait absolument le caractère de l'illégalité. Sa forme d'organisation était malgré tout déjà très avancée. Elle était bâtie sur des groupes locaux, puis sur des cercles, des cercles supérieurs, des pays ; sa tête se trouvait dans un Comité central dont le siège changeait, et, en fin de compte, venait le congrès : l'on avait déjà à cette époque-là un congrès international qui s'était réuni à plusieurs reprises. Ce sont là les premières origines de l'Internationale prolétarienne. La Ligue était pour l'essentiel la proclamation du communisme, pas davantage. Derrière elle, il n'y avait pas d'action, parce que celle-ci n'était pas encore historiquement possible. Et pourtant cette proclamation était précisément la mise en évidence théorique de la ligne de la révolution prolétarienne, et avant toutes choses de la tactique du prolétariat en vue de la conquête du pouvoir politique, c'est-à-dire une action sans pareille. Non seulement parce que, dans le *Manifeste communiste* lui-même, il était indiqué que la libération du prolétariat ne pourra se faire que par le renversement de la bourgeoisie et par l'organisation du prolétariat en classe dominante, en État prolétarien, et parce que ces grandes idées étaient exprimées, car elles avaient été déjà largement développées par Marx et Engels, mais parce que, dans une adresse à cette Ligue qu'il rédigeaient, l'idée des conseils ouvriers avait été avancée pour la première fois dans l'histoire (c'est là un fait réel).

Marx et Engels devaient montrer le chemin aux prolétaires sur la base des rapports concrets donnés. Leur proposition pour la tactique prolétarienne était que le prolétariat devait faire alliance avec la bourgeoisie contre les classes réactionnaires jusqu'à ce que la classe bourgeoise parvienne au pouvoir. Mais durant le combat entre la noblesse féodale, la classe dominante, et la bourgeoisie, qui n'était pas encore la classe dominante, le prolétariat devait développer ses propres formes, ses propres organisations, ainsi que prévoir très clairement son chemin et aussi le suivre.

C'était là pour l'essentiel le contenu et le résultat de cette première organisation d'une Internationale prolétarienne.

Après les révolutions qui avaient eu lieu autour des années 50, il s'était installé, comme tout le monde le sait, une stagnation de tous les mouvements politiques. L'idée relative à notre question ne refit surface qu'au début des années 60 et ce dans une forme et une extension tout à fait différentes. L'origine de la Ire Internationale ou, comme elle s'appelait à cette époque-là, l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), est caractéristique de toute son évolution ultérieure et de son terme final. Historiquement cette Internationale se concrétisa du fait que les ouvriers anglais, les trade-unions anglais, se sentirent menacés par la concurrence étrangère, et c'est pourquoi ils se tournèrent vers les ouvriers français par le moyen d'une adresse et ils les invitèrent à une réunion internationale afin de mettre fin à cette concurrence déloyale. Le point de départ véritable de l'Association Internationale des Travailleurs ne fut donc absolument pas prolétarien-révolutionnaire au sens actuel, mais en fait seulement la volonté de la classe ouvrière d'un pays de continuer à pouvoir vendre sa force de travail. Cette réunion entre les délégués anglais et français, mais auxquels une série de délégués d'autres pays se joignirent, eut lieu en 1864 au St. Martinshall de Londres, et c'est là que l'Association Internationale des Travailleurs fut créée.

Il s'agit maintenant d'examiner ce que cette Association Internationale des Travailleurs se posait alors pour tâche historique, quelle organisation, quelle tactique, quels principes, etc., elle se devait de choisir. Marx et Engels, qui furent immédiatement au premier plan dans cette organisation, se virent contraints, s'ils désiraient déjà mettre somme toute sur pied un mouvement ouvrier, de renoncer du point de vue théorique au programme avec lequel ils avaient constitué la "Ligue des communistes" et de placer cette Internationale sur une tout autre base théorique, du fait de laquelle, selon les dires d'Engels, on ne pouvait fermer la porte ni aux trade-unions anglais d'une part, ni d'autre part aux syndicalistes italiens, français et espagnols, ainsi qu'aux lassaliens allemands. Et il en fut en effet ainsi : cette Association Internationale des Travailleurs n'a jamais eu en réalité un programme unitaire tout à fait solide, une ligne tout à fait uniforme pour tous les pays. Elle ne pouvait pas avoir cela étant donné que le développement des rapports économiques n'avait pas atteint partout les mêmes proportions.

Étaient représentées dans la Ire Internationale des organisations qui constituaient tout ce que le mouvement ouvrier a produit comme programmes et activité de parti. C'était un mélange de tous les courants, depuis les terroristes et les anarchistes jusqu'aux mouvements syndicaux réformistes. Étaient avant tout représentés les syndicats anglais, les trade-unions, et ceux-ci ont toujours eu la prédominance. Il y avait en outre, venant de France, pays qui n'a pas eu à l'époque de véritable social-démocratie telle qu'elle s'est développée en Allemagne, deux tendances : l'une, dirigée par Blanqui, un putschisme révolutionnaire qui n'avait pas à proprement parler de programme communiste prolétarien ; et de l'autre côté, les proudhoniens français qui s'imaginaient que la révolution prolétarienne se ferait par l'établissement de banques d'échange avec le soutien de l'État, et même encore partiellement de l'État monarchique, ainsi que par des aides

financières, etc., et donc à peu près ce que les syndicalistes veulent instaurer aujourd'hui avec leurs colonies, avec leurs coopératives, etc. Était représenté, venant d'Italie, le parti de Mazzini qui n'avait pas de programme socialiste, mais qui était un parti républicain, et qui ultérieurement, quand on s'attaqua à l'État bourgeois, se dressa contre l'Internationale. Aucune véritable organisation issue d'Allemagne n'y était encore représentée, du moins aucun des mouvements sociaux-démocrates qui commençaient à grandir justement à cette époque-là. Les lassaliens qui, en théorie, n'étaient pas opposés aux principes de l'Internationale, durent, sous la pression de Marx, abandonner la relation avec l'Internationale quand ils déclarèrent qu'ils y étaient très favorables en principe, mais qu'ils ne pouvaient pas y adhérer parce qu'ils se retrouveraient alors en conflit avec les lois. L'on peut conclure de cette composition que cette Internationale était incapable de mener des actions unitaires. Mais qu'elle ait été nécessaire ressort du fait que le mouvement ouvrier devait somme toute dans un premier temps se mettre en marche, qu'il devait somme toute dans un premier temps être mis sur pied, un mouvement qui naturellement n'est pas survenu de lui-même sans difficultés, mais qui a dû ici aussi être modelé par une organisation et entraîné sur la voie juste.

Les questions principales de cette Internationale ainsi que ses tâches furent, conformément à sa nature, conformément à son centre de gravité, celles qui prédominaient dans les trade-unions. Ce fut la question de la réforme électorale anglaise qui fut particulièrement mise en avant par ce mouvement qui était caractéristique de l'Angleterre, ainsi que la question de la loi des 10 heures en Angleterre, et, à part cela, encore des questions de type syndical qui tournaient autour de l'interrogation relative à la manière dont la classe ouvrière devait se mettre en place sur le terrain de la société capitaliste.

Cette I^{re} Internationale a connu énormément de difficultés, de très nombreux conflits revenaient sans cesse à tous les congrès, et c'est toujours le point de vue unioniste des syndicats anglais qui l'emportait. Il était impossible de pousser cette Internationale sur la voie prolétarienne révolutionnaire parce qu'elle comportait, dans toute sa composition et dans toute sa prépondérance, des mouvements qui étaient de type syndical, et qui par conséquent n'avaient pas pour tâche de détruire l'État capitaliste. À cela s'ajouta le fait que, après quelques années, Bakounine se manifesta dans le mouvement italien, et qu'il essaya là-bas, avec les syndicalistes latins, d'entraîner l'Internationale sur un terrain tout à fait précis, à savoir l'alliance avec la "Ligue internationale de la paix et de la liberté", une ligue bourgeoise qui existait à cette époque-là et qui représente peut-être la première approche, les débuts de la "Société des Nations" capitaliste. Cette alliance fut évidemment repoussée. En conséquence, Bakounine organisa une "Alliance de la démocratie socialiste" à l'intérieur de l'Internationale, c'est-à-dire une Internationale à l'intérieur de l'Internationale. Ce fut l'une des causes de son effondrement. Mais la véritable cause fut la Commune de Paris. Cet événement, qui est le plus grand événement dans le mouvement prolétarien à côté de la Révolution russe, ne pouvait pas ne pas affecter l'Internationale. Lorsque la Commune de Paris s'effondra, on vit alors parfaitement combien au fond la I^{re} Internationale était faible. Les syndicats anglais

désapprouvèrent la Commune de Paris de la même façon que le parti italien. Marx et Engels défendirent l'instauration de la Commune de Paris après sa chute. Et c'est ainsi que la Ire Internationale se divisa sur cette question litigieuse.

Telles furent globalement l'évolution et la fin de la Ire Internationale. La véritable cause souterraine, c'est-à-dire économique, de cet effondrement résidait naturellement dans le développement du capital mondial en général. Le capitalisme à cette époque-là en était encore à son stade initial dans la plupart des pays. Il devait d'abord, surtout en Allemagne et en Italie, évoluer vers l'unité nationale et entraîner avec lui le mouvement ouvrier avant de pénétrer dans le stade supérieur du capitalisme international. Il devait encore en finir avec l'affrontement avec le féodalisme, dont les derniers vestiges en Allemagne pouvaient être à présent éliminés.

Au moment où le capitalisme prit cette voie dans tous les pays, c'est-à-dire où il fusionna en une unité nationale, le mouvement ouvrier accompagna cette démarche. C'est donc à ce moment-là que se constituèrent partout les partis sociaux-démocrates nationaux qui devaient former en tout lieu la base de la IIe Internationale.

Cette IIe Internationale naquit beaucoup plus tard. Il se passa en effet 18 années. C'est en 1889 que des partis et des syndicats se réunirent pour s'associer de nouveau dans le cadre international. La IIe Internationale prenait bien la succession historique de la Ire. Mais, du fait de sa composition, elle était quelque chose de complètement différent. La question essentielle de la IIe Internationale était elle aussi de nature syndicale, ce qui s'exprimait avant toutes choses dans le fait que toutes les controverses lors des congrès avaient trait aux mesures de protection des ouvriers, et politiquement dans le fait que la IIe Internationale inscrivait la démocratie bourgeoise dans son programme. La IIe Internationale formulait deux grandes revendications : la journée de 8 heures et la paix mondiale. Le premier point avait été depuis longtemps un objet de lutte du mouvement ouvrier et c'est là aussi que se manifestait à nouveau la prépondérance de l'Angleterre. L'Angleterre était la métropole du capitalisme et son prolétariat occupait naturellement par voie de conséquence une certaine position privilégiée, un certain développement supérieur à celui des autres pays. Mais la social-démocratie allemande, qui s'était développée avec le capitalisme allemand, se mit de plus en plus à prendre le pas sur les Anglais dans l'Internationale. Il n'y avait pas de différends à propos de la question de la journée de huit heures. Mais il y en avait sur la question de la paix mondiale, une revendication pacifiste que la II_{1/2}e Internationale fit sienne ultérieurement. Là surgissaient des courants qui réclamaient, surtout en Hollande, que l'on soit tenu en cas de guerre éventuel de proclamer et d'organiser la grève générale, et même aussi en même temps la grève de l'incorporation dans l'armée. Ce courant ne pouvait pas s'imposer. Au contraire. Bebel put se permettre de le qualifier de naïf. L'idéologie elle aussi se combinait même désormais avec le développement de la bourgeoisie nationale allemande, de sorte que non seulement Bebel voulait que l'on prenne les armes, mais aussi que l'on a pu en arriver à cette journée du 4 août qui a été la plus grande infamie du mouvement ouvrier. Cette IIe

Internationale ne pouvait plus être utile au prolétariat au moment où la révolution prolétarienne devenait d'actualité.

À ce moment-là, les principes, aussi bien que la forme d'organisation et la tactique, de la II^e Internationale devinrent caducs. La II^e Internationale devint traîtresse au prolétariat le jour du 4 août. Les raisons en résident dans les rapports économiques, dans l'évolution des partis nationaux, de la classe ouvrière nationale avec sa bourgeoisie nationale. C'est là que se réalisa l'alliance du mouvement ouvrier réformiste avec la bourgeoisie capitaliste sur une base commune : la démocratie bourgeoise.

La II^e Internationale a adopté une certaine tactique, la tactique du parlementarisme réformiste et la tactique des luttes syndicales sur le terrain du capitalisme. Au moment où la révolution prolétarienne commença à lever la tête, ces armes de la lutte des classes prolétarienne devenaient nécessairement émoussées et inutiles. La III^e Internationale qui entra en scène à un moment où la II^e Internationale était plus ou moins brisée, commença d'abord avec un assaut contre la société capitaliste. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux conseils ! » et les moyens de lutte qui furent proclamés par elle dans sa première lettre d'invitation étaient des moyens de lutte révolutionnaires qui allaient jusqu'à l'insurrection de masse révolutionnaire du prolétariat. Il n'était nullement question de parlementarisme ni de syndicats dans la première lettre de convocation au I^{er} Congrès de la III^e Internationale. Au contraire, la III^e Internationale était la politique étrangère de la Russie soviétique, c'est-à-dire que la Russie soviétique se fixait comme tâche principale et comme but principal non pas la mise en œuvre de la Révolution russe, de la révolution nationale russe, comme c'est le cas aujourd'hui, mais la mise en œuvre de la révolution mondiale. Cela est démontré par tous les soutiens qu'elle a accordés au mouvement ouvrier allemand lors des journées de Janvier 1919 et encore quelques mois plus tard. À cette époque-là et aussi maintenant nous voyons encore une fois les rapports qui existent entre la politique du PCR et celle de la III^e Internationale. Tant que les bolcheviks poursuivirent une politique révolutionnaire prolétarienne, c'est-à-dire la politique absolument révolutionnaire prolétarienne, la politique de la III^e Internationale fut elle aussi révolutionnaire. Mais dès que les bolcheviks empruntèrent l'autre voie, c'en fut terminé. Ensuite, ce fut la position de plus en plus réformiste de la III^e Internationale qui démarra. Ce furent les moments où la paysannerie put lentement et de plus en plus imposer sa volonté en Russie.

Tout ceci débuta avec la dissolution des Comités des pauvres de la campagne qui avaient pour tâche de transformer immédiatement la propriété foncière en propriété collective socialiste.

Je ne vais pas décrire ici encore une fois toute l'évolution de la III^e Internationale. Ce serait une perte de temps superflue et vous la connaissez, de même que vous êtes au courant de ses relations avec la politique de l'État russe et des conséquences qui en résultèrent pour la III^e Internationale. Entre-temps, le mouvement du KAPD s'est développé en Allemagne. Sa véritable date de naissance ne fut pas par exemple la Révolution de Novembre, mais les insurrections de Janvier à Berlin, et donc les tout

premiers débuts de la révolution prolétarienne, laquelle devait être précédée par le renversement de la dictature capitaliste. Le KAPD fut le premier au monde à créer les nouvelles formes de tactique et d'organisation. Cela était également dû à certaines causes souterraines historiques. Alors que, dans la I^{re} Internationale, et également dans la II^e, le pays qui était le plus avancé du point de vue capitaliste avait l'avantage, dans la révolution prolétarienne, le pays et la classe ouvrière qui étaient de loin les plus avancés du point de vue capitaliste avaient naturellement la préséance. Avec la défaite dans la guerre mondiale, la crise mortelle du capitalisme allemand était entamée, c'est-à-dire que le capital allemand avait cessé d'être une puissance à côté des groupes capitalistes des autres pays. C'est à ce moment-là qu'apparurent aussi les courants révolutionnaires prolétariens qui, grâce à l'exploitation de cette crise mortelle, devaient donner leur empreinte à l'État prolétarien. Le capitalisme allemand affrontait le prolétariat allemand et le capitalisme étranger. C'étaient ses deux ennemis, et la ligne selon laquelle ce sera le capitalisme étranger qui commencera à vaincre, ou du moins à faire d'abord reculer, la révolution prolétarienne qui le visait, se manifestait maintenant de plus en plus. La III^e Internationale était liée à la date de naissance de la Russie soviétique. Tandis que la Commune de Paris signifiait la fin de la I^{re} Internationale, la Russie soviétique était au contraire le début de la III^e Internationale, de sorte que de même que la I^{re} Internationale périt avec la Commune de Paris, la III^e Internationale périra elle aussi nécessairement avec le naufrage de la Russie soviétique. Mais ce naufrage n'aura pas lieu de telle sorte que le gouvernement soviétique s'effondrera de la même façon que la Commune de Paris, c'est-à-dire dans un combat héroïque contre le capital, mais il s'agira d'un naufrage rampant qui se traînera d'étape en étape. Le gouvernement restera le même, mais il sera le contraire de ce que la révolution prolétarienne requiert. C'est pourquoi le naufrage de la III^e Internationale ne se fera pas d'un seul coup, mais il sera rampant. Vous avez vu que la III^e Internationale s'est placée sur le terrain de la société capitaliste et qu'elle s'est également placée, après l'assassinat d'Erzberger, sur le terrain de la république capitaliste. La section allemande a toujours été généralement l'une des plus avancées dans la III^e Internationale, et les autres partis communistes étaient encore bien loin en arrière. Vous avez appris par la lettre de nos camarades bulgares comment les *tesniki*^(*) bulgares se comportaient lorsqu'ils défendaient au parlement un roi meilleur marché. Ce qui se passe en France, où les conseils municipaux communistes tiennent des discours auprès des monuments pour les prisonniers de guerre, etc., est également connu de tous. La ligne opportuniste consiste à défendre la position selon laquelle l'économie capitaliste doit maintenant être reconstruite. Le *Rote Fahne* se situe déjà sur le terrain selon lequel il faut mettre la force de travail qui convient à la place

(*) Les *tesniki* bulgares (les Étroits), comme les *tribunistes* hollandais, constituaient une petite minorité révolutionnaire dans les partis socialistes d'avant-guerre. Leur scission eut lieu en 1903. Ici, il s'agit des communistes qui sont sur la même ligne que les bolcheviks. (NdT).

qui convient, et Heckert déclare au congrès de Halle (**) que le capitalisme devrait être reconstruit, etc.

Après que le VKPD a eu fait économiquement ce pas, le pas politique devait nécessairement suivre. À l'heure actuelle, cette section de la III^e Internationale s'est placée ouvertement sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Le *Rote Fahne* a écrit il y a quelques jours que les trois partis ouvriers avaient toujours considéré comme étant de leur devoir de protéger la constitution et que c'était le gouvernement qui ne protégeait pas cette constitution. Le pas politique doit nécessairement suivre, de sorte que nous n'avons pas maintenant à mener une lutte contre la III^e Internationale pour ce qui concerne la tactique de la révolution prolétarienne, mais pour ce qui concerne le principe, pour ce qui concerne la question suivante : république ou État des conseils, État bourgeois ou prolétarien. Jusqu'à présent, le programme de la III^e Internationale était dans son principe un programme révolutionnaire prolétarien, c'est-à-dire que c'était l'édification de l'État des conseils prolétarien. Il en est devenu autrement maintenant. La III^e Internationale est devenue à l'heure actuelle une Internationale social-démocrate. La raison pour laquelle toute tentative de révolutionnarisation de la III^e Internationale est en ce moment sans espoir réside justement dans le fait que son principe a changé. Nous devons prendre cela aussi en considération dans notre lutte contre la III^e Internationale. Il nous faut ramener à présent notre lutte à la formule que notre combat présentait déjà en 1918 : État des conseils prolétarien ou démocratie bourgeoise. Nous devons traiter et combattre une social-démocratie également en tant que social-démocratie.

Telle est tout à fait brièvement la caractéristique de cette III^e Internationale.

Nous faisons partie de la III^e Internationale en tant que membre sympathisant précisément parce que nous ne sympathisons pas avec la tactique, mais avec le principe qu'elle formulait. Et après que ce principe a été abandonné, nous ne pouvons même plus sympathiser avec la III^e Internationale.

Les relations entre la politique du moment de la III^e Internationale et celle du gouvernement soviétique sont elles aussi connues de tout le monde.

La III^e Internationale est perdue pour la révolution prolétarienne mondiale, et toute tentative de révolutionnarisation, sous quelque forme que ce soit, est inutile. Le KAPD est à l'heure actuelle en plein milieu de cette situation, c'est-à-dire dans une situation mondiale où le capitalisme considère que son devoir principal est de se procurer un instrument de lutte international pour reconstruire le capitalisme et pour juguler de manière internationale le prolétariat mondial. En ce moment, le prolétariat ne dispose pas d'une Internationale ouvrière révolutionnaire correspondante. Nous sommes d'avis que, sur la base de cette réalité, la conséquence doit être tirée, c'est-à-dire que là où il n'y a pas d'Internationale révolutionnaire prolétarienne, il faut en

(**) Congrès d'unification de Halle (4 au 7 décembre 1921) entre l'aile gauche de l'USPD et le KPD. Paul Levi (1883-1930) et Ernst F. Däumig (1866-1922) furent choisis comme co-présidents du nouveau parti (VKPD).

créer une nouvelle. Cette Internationale viendra et elle doit venir, peu importe que nous la refusions ; car, dans ce cas, elle sera créée par d'autres. Elle est tout simplement une nécessité historique qui va naître et qui va vivre. L'Internationale Communiste-Ouvrière, ainsi que notre nouvelle Internationale s'appellera peut-être, sera quelque chose de tout à fait nouveau. Toutes les Internationales antérieures ont été aussi bien en paroles qu'en actes l'expression de la lutte syndicale-parlementaire réformiste de la classe ouvrière. L'Internationale Communiste-Ouvrière devra s'affirmer, en tant qu'expression véritable de la révolution prolétarienne, dans sa forme d'organisation aussi bien que dans sa tactique, de la même manière révolutionnaire prolétarienne véritable.

Même si l'on est d'avis que cette Internationale doit être créée par principe, une question essentielle se pose : doit-elle être créée immédiatement en ce moment, doit-on s'attaquer tout de suite à sa fondation, ou bien cette fondation doit-elle être repoussée ? Camarades, vous avez sous les yeux, pour ces deux opinions différentes, des thèses qui sont élaborées par une commission, dont la constitution avait été décidée par le Comité Central du KAPD lors de sa dernière conférence, avec des représentants du district économique de Grand-Berlin, et d'autres thèses que le district économique du Grand-Berlin a proposées et qui divergent des précédentes. Ces deux thèses ne présentent aucune sorte de différence dans leur partie théorique, mais seulement dans leur formulation. La différence à proprement parler réside dans le dernier point, à savoir dans la question de principe suivante : cette Internationale doit-elle être créée maintenant, ou bien doit-on encore attendre ? Nous vous proposons comme premier pas vers la création de l'Internationale communiste de constituer un Bureau d'Information et d'Organisation, qui doit être extérieur au KAPD. Il est dit dans les premières thèses :

« Comme mesure à mettre en œuvre directement et immédiatement, il faut créer un Bureau d'Information et d'Organisation avec la tâche suivante :

« Séparation d'avec la IIIe Internationale, c'est-à-dire d'avec ses sections, de tous les éléments et groupes qui se trouvent dans l'opposition dans la IIIe Internationale, et leur regroupement sur la base des principes ci-dessus esquissés. ».

Cette tâche est à exécuter dans un premier temps sous la forme suivante :

1. Après des organisations indépendantes par une liaison organisationnelle.
2. Après des groupes par une liaison avec des représentants de ces groupes. Les groupes nationaux s'engagent à assurer une liaison nationale entre eux et à mettre en place un Bureau national pour la liaison avec le Bureau d'Organisation international.
3. Par des liaisons avec les personnes isolées dans les pays dans lesquels il ne s'est pas encore constitué de groupes.

4. Par l'expédition de lettres et de matériel de propagande aux journaux, aux revues et aux organisations.

5. Par la publication d'une revue en trois langues pour traiter des questions de l'Internationale prolétarienne.

Le Bureau d'Organisation doit en outre faire suivre les appels ou les publications des groupes et des organisations associés aux organisations et aux groupes associés.

Étant donné que la constitution d'une organisation plus solide doit être laissée à un développement ultérieur, et compte tenu des faibles moyens disponibles, les liaisons devront se limiter à une communication écrite et à l'échange de matériels imprimés. Ce n'est que dans les cas urgents qu'une liaison personnelle sera possible.

Afin de créer une assise commune pour l'édification ultérieure et une base solide, tous les groupes associés sont priés d'envoyer jusqu'à une date à déterminer les propositions relative à ce problème et les programmes au Bureau d'Organisation.

Le Bureau d'Organisation International s'engage à les transmettre à tous les groupes. Tous les groupes et organisations associés s'engagent de leur côté, selon leurs possibilités, à publier dans leurs organes les propositions et les directives qui leur seront envoyées.

La discussion du matériel ainsi communiqué à tous, les décisions prises à ce propos, créeront le support pour une conférence internationale qui aura lieu plus tard et dans laquelle l'on pourra parvenir à une plate-forme commune élaborée depuis le bas. Comme première base provisoire pour les travaux du Bureau d'Organisation, ce seront les thèses que KAPD a présentées lors du III^e Congrès de la III^e Internationale qui doivent s'appliquer.

Tous les groupes, organisations et personnes, qui sont associés au Bureau d'Organisation, déclarent réunir les moyens financiers nécessaires grâce à des dons volontaires selon les forces disponibles. Le KAPD s'engage de son côté à mettre en place le Bureau d'Organisation, à subvenir aux forces de travail nécessaires, à maintenir le Bureau séparé du KAPD et à établir le compte exact des dons matériels et des écrits parvenus.

Tandis que les camarades berlinois disent :

« Sur la base de la reconnaissance de la nécessité d'une Internationale ouvrière, le Parti Communiste-Ouvrier d'Allemagne considère comme étant de son devoir de prendre, avec le concours des groupes étrangers qui se situent sur le terrain de ces thèses, toutes les mesures nécessaires à la mise en place de ces organisations.

« Pour cela, il est nécessaire en premier lieu que tous les éléments et les groupes, qui forment l'opposition révolutionnaire dans la III^e Internationale, se séparent de la III^e Internationale, c'est-à-dire de ses sections, et se regroupent sur la base des principes ci-dessus esquissés.

« Le KAPD se charge d'être l'intermédiaire dans l'échange intellectuel à l'intérieur de ces groupes.

« Il est conscient qu'il soutient ainsi le prolétariat révolutionnaire qui se situe sur le terrain de ces directives. ».

Nous sommes d'avis qu'une Internationale doit avoir un Bureau international. Si l'on crée dès à présent une Internationale Communiste-Ouvrière, l'on doit assurer aussi une certaine indépendance à cette Internationale, sinon ce n'est pas une Internationale. Nous sommes d'avis que, après l'Internationale moscovite, l'on ne peut pas faire une Internationale "berlinoise". J'ai choisi cette expression à dessein parce que le danger existe que, si un parti reçoit de prime abord, en tant que parti national, la direction (non seulement intellectuelle, mais aussi organisationnelle) de l'Internationale, cela signifie que ce parti détient le commandement de cette Internationale, c'est-à-dire la prépondérance dans cette Internationale. Nous devrions éviter cela. Nous devons apprendre à penser de manière internationale, car le principe fondamental que l'Internationale place en tête, c'est la révolution mondiale, la promotion du prolétariat mondial en tant qu'une grande classe mondiale dans son ensemble. Cela a toujours été le principe de l'Internationale. Mais nous devons chercher aussi à réaliser ce principe. Supposez que nous transmettions les pleins pouvoirs que le KAP aurait à n'importe quel autre groupe. Je crois que même les camarades berlinois ne seraient pas d'accord avec cela. En effet, une organisation internationale exige une composition internationale et des droits internationaux pour toutes les organisations associées, et ce non seulement d'un point de vue juridique, mais aussi d'un point de vue organisationnel. Il faut traiter de cette question dans le grand cadre de la situation du monde. Le différend réside dans le fait de savoir s'il faut créer l'Internationale dès aujourd'hui ou non. C'est dans ce sens que j'invite à poursuivre la discussion. C'est avant toutes choses le devoir de ce Bureau international de se constituer dorénavant en centre international de la nouvelle Internationale Communiste-Ouvrière.

Et maintenant, quelques mots sur les autres questions qui doivent également être discutées ici et sur lesquelles il nous faut parvenir à une décision, à savoir l'aspect que cette Internationale Communiste-Ouvrière prendra. Nous avons parlé à de nombreuses reprises du rassemblement de l'opposition dans la III^e Internationale. Quelle est cette opposition ? C'est aussi un mélange de véritables organisations et nous croyons que l'on ne peut pas rassembler ces organisations dans notre Internationale Communiste-Ouvrière. Elle se compose du KAP en Allemagne, des organisations syndicalistes dans les pays latins, des IWW, de groupes qui, comme en Hollande, en Serbie et en Bulgarie, adoptent notre point de vue, ou bien de groupes qui se rapprochent de notre point de vue. Si l'on voulait regrouper toute cette opposition dans une nouvelle Internationale Communiste-Ouvrière, cela signifierait que l'on devrait naturellement faire des concessions aux organisations syndicalistes et aux IWW. Si l'on fusionne avec ces organisations, l'on doit fusionner sur une base commune. Ce serait une erreur. Cela voudrait dire que l'on devrait déjà donner à ces organisations le poids correspondant à leur force numérique et que donc l'on devrait renoncer à la véritable tâche, la véritable tâche historique de

l'Internationale Communiste-Ouvrière. Nous ne pouvons pas confier à l'Internationale Communiste-Ouvrière de plus grandes tâches que celles qu'elle a réellement. Mais l'on peut facilement se mettre d'accord sur le fait que nous devons avoir maintenant des organisations également dans tous les pays, et que, si ces organisations ne sont pas du type KAP, l'on pourrait accepter d'autres organisations qui se rapprochent de ce point de vue. Cela signifie que là il faut passer des compromis.

L'Internationale Communiste-Ouvrière doit diriger la révolution prolétarienne mondiale, et cela dans son dernier stade décisif, celui qui précède la conquête du pouvoir politique. Les syndicalistes latins et les IWW ne sont pas des organisations du type KAP. Nous avons des principes caractéristiques qui nous distinguent d'eux. Avant tout sur les questions de la lutte politique, sur les questions du pouvoir politique et sur les questions organisationnelles. Mais ce qui nous différencie d'eux, de même que des organisations social-démocrates, c'est la grande question qui est en fait la question de la révolution prolétarienne. La question : république ou État des conseils. Ces organisations ne pensent pas combattre pour l'État des conseils prolétarien avec les armes et avec les mêmes moyens que nous, et si nous fusionnons avec ces organisations dans une Internationale, nous devons faire des compromis avec elles sur ce point-là.

Nous n'avons désormais pas le droit faire de l'Internationale Communiste-Ouvrière un mariage de raison comme ce fut le cas avec la Ire, car cela reviendrait à rassembler autant que possible de nombreuses organisations, de mouvements ouvriers de bric et de broc, peu importe qu'ils soient vraiment l'expression de la révolution prolétarienne ou non, mais nous disons que nous ne pouvons rassembler dans l'Internationale Communiste-Ouvrière que des organisations qui soient réellement d'accord en très grande partie (à quelques détails près) avec le KAPD sur les principes essentiels, sur la tactique et sur la forme d'organisation, de sorte que l'on puisse donner à la KAI le même visage international que celui que le KAPD a au niveau national.

Je voudrais dire brièvement quelques mots sur la question de savoir comment la KAI va vraisemblablement se développer. Nous allons probablement nous agrandir et nouer des contacts dans un premier temps du côté des pays qui se situent dans la même phase de développement que l'Allemagne, et donc pour lesquels la crise mortelle du capitalisme est réellement entamée. Et les symptômes de cela se sont manifestés lors du III^e Congrès, à savoir que c'est précisément dans les pays qui ont partagé le sort de l'Allemagne dans la guerre mondiale que sont survenus des mouvements similaires à ceux de chez nous. Comment se fait-il que nos délégués à Moscou aient particulièrement discuté avec les représentations des pays suivants : l'Autriche, la Bulgarie, et d'autre part le Luxembourg, la Hollande, l'Espagne, le Mexique et l'Argentine ? Ce sont des pays qui, d'une manière ou d'une autre, étaient liés et sont encore liés à la politique de l'ancien État bourgeois allemand. En Angleterre et en France, nous n'avons pas l'assurance que des organisations du type KAP puissent s'y développer rapidement comme en Bulgarie, etc.

Nous ne devons pas nous laisser mystifier par l'idée que nous ne deviendrons pas immédiatement une grande Internationale. Toute organisation commence petite.

Et passons maintenant à la question de l'organisation de la KAI. L'on peut choisir comme forme d'organisation celle que la II^e avait ou bien celle que la III^e avait. L'on peut donc choisir le centralisme national ou le pur centralisme international, en réalité l'absolutisme. Je crois que nous ne devrions choisir ni l'un ni l'autre. En effet, nous avons dépassé le stade du centralisme national, comme l'a fait le capital mondial. C'est là la forme d'organisation de la II^e Internationale que nous devons dépasser. Mais qu'en est-il de la forme d'organisation de la III^e Internationale qui place au premier plan l'exigence de la discipline comme la chose essentielle ? Elle semble être un centralisme international, une véritable Internationale qui est dirigée par une volonté unitaire et qui est aussi organisée internationalement. En réalité, la III^e Internationale est gouvernée par l'absolutisme de l'Exécutif. Celui qui ose dire ne serait-ce qu'un mot au Comité exécutif, est mal vu par le Bureau restreint et il doit se taire. Toute opposition doit se taire.

Comment donc peut-on aménager l'organisation de la KAI ? Il faut choisir ici une forme intermédiaire. Dans la II^e Internationale, les partis avaient tous une relation étroite avec leur État national, et ils prenaient part alors à son mouvement pour s'associer internationalement. La II^e Internationale créa la forme d'organisation nationale. La guerre mondiale commença par l'éclatement, et la II^e Internationale suivit cette démarche. Dans le traité de paix de Versailles, c'est l'entente internationale des États nationaux qui a été instaurée. Nous devons nous aussi suivre cette démarche. Naturellement, pas du côté du capital, mais dans un sens révolutionnaire. Si nous pouvons passer outre la forme nationale d'organisation des partis dans l'Internationale Communiste-Ouvrière, nous ne pouvons pas encore créer le centralisme international, mais nous devons rassembler déjà au niveau international les pays qui sont liés économiquement, qui partagent économiquement le même sort, dans un organisme unitaire par-delà les partis nationaux. La détermination des pays qu'il faut unir entre eux résultera de l'analyse de la situation économique et politique mondiale. Je pense que l'on peut unir entre eux des pays différents et que l'on peut les doter d'un organisme unitaire international, que c'est ainsi que l'on édifiera en réalité, du bas vers le haut, l'Internationale Communiste-Ouvrière, et donc une Internationale des conseils, et que l'on pourra ainsi déléguer à cette Centrale internationale intermédiaire la tâche ultérieure de se transformer en instance centrale qu'il faudra alors créer.

Tel est globalement le tableau que nous nous faisons de l'Internationale Communiste-Ouvrière. Si l'on veut créer l'Internationale Communiste-Ouvrière, l'on doit la créer sur la base de la situation économique de classe actuelle du prolétariat du monde. Et si l'on veut la créer, l'on doit faire les premiers pas pour cela. Ces premiers pas sont à considérer au sens international, car ils doivent donner à l'Internationale le visage qu'elle se doit d'avoir ; et la première mesure à prendre consiste à instaurer ce Bureau international d'Information et d'Organisation qui aura pour tâches celles qui sont énumérées dans les thèses.

Voici pour l'essentiel ce que nous avons à dire concernant cette question de la III^e Internationale et de la nécessité de la création d'une Internationale Communiste-Ouvrière. Je crois que nous devons entamer ce travail, en particulier le KAPD qui se situe au premier plan dans la révolution prolétarienne mondiale, et que l'on doit s'adresser à tous les prolétaires révolutionnaires, avec le soutien ou la participation des partis frères étrangers, en leur criant : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous dans l'Internationale Communiste-Ouvrière ! ».

Camarade DETHMANN : (*discours de clôture*)

Tout d'abord, quelques remarques à propos de la Révolution russe. La nature de la Révolution russe a été caractérisée ici de manière tout à fait différente par divers délégués. Il a même été dit par un délégué que la Révolution russe, prise dans son ensemble, n'était en fait rien d'autre qu'une pure révolution bourgeoise. Cette opinion a été en partie soutenue par un délégué berlinois. Cette opinion est erronée. Ce qui a eu lieu en Russie, ce n'est pas une révolution purement bourgeoise, mais un compromis entre une révolution bourgeoise et une révolution prolétarienne ; mais, au cours de ces derniers mois, c'est le côté bourgeois de la révolution a pris le dessus.

Ce qui s'est déroulé en Russie au cours de la Révolution d'octobre 1917, c'est un déplacement du pouvoir, et en vérité un déplacement du pouvoir aussi bien en ville qu'à la campagne. En ville, c'est le prolétariat qui avait conquis le pouvoir, et à la campagne, ce sont les serfs qui, dans la phase intermédiaire entre Février et Octobre 1917, s'étaient transformés en propriétaires privés, qui avaient tiré un réel avantage de la révolution et qui avaient vu cet avantage reconnu par l'État. En ville, le prolétariat a conservé le pouvoir, il a transformé l'économie en propriété collective : c'était là la révolution prolétarienne. À la campagne, les paysans se sont emparés du pouvoir, ils ont démantelé la grande propriété foncière en parcelles, en propriété privée : c'était là la révolution bourgeoise. Mais le prolétariat russe était en tant que classe le possesseur des moyens de production et c'est cela le communisme. Quelle forme et quels avantages le prolétariat peut-il tirer de cela dans un premier temps, ceci est une autre question. Mais la nature de la révolution prolétarienne a toujours consisté en ce que le prolétariat parvienne au communisme, c'est-à-dire que le prolétariat devienne en tant que classe le propriétaire des moyens de production et c'est ce que le prolétariat russe est devenu grâce à la Révolution d'Octobre. Il est devenu le propriétaire des usines, des moyens et des véhicules de transport. À la campagne, il en a été tout autrement. Là, les paysans instaurèrent bien sûr le capitalisme en se transformant chacun en propriétaire privé. L'abolition partielle du servage qui existait auparavant n'était qu'une mesure juridique, une mesure à laquelle le tsarisme russe n'avait pas pu échapper. En réalité, le servage existait toujours. L'on avait bien donné au paysan russe la possibilité d'acquérir de la terre, mais cela avait été fait si habilement qu'on lui donnait des terres qu'il ne pouvait pas du tout exploiter tout seul.

Ce que l'on appelait la copropriété, ou bien celle à laquelle le camarade Wülfrath pensait*, c'est-à-dire l'état agraire communiste en Afrique, se situe encore historiquement avant le féodalisme. La propriété communale russe que les paysans ont possédée présente cet aspect-là : une commune villageoise russe possède la terre en commun, mais elle est divisée d'année en année, la production appartient à chaque paysan pris séparément, et donc il ne s'agit que d'une distribution qui n'a rien à voir avec la propriété communiste. La révolution en Russie a eu tout d'abord et principalement un caractère prolétarien, et la révolution russe a eu ce caractère prolétarien, même si ce n'est plus principalement, jusqu'au début de cette année. Au début, l'État russe a transformé, par l'intermédiaire du parti des communistes, les moyens de production russes en propriété du prolétariat russe. Cette mesure eut lieu de manière si surprenante que même l'Opposition ouvrière condamna le fait que l'on veuille mettre en œuvre la révolution prolétarienne aussi rapidement. Or, au cours du temps, ce sont les paysans russes qui ont obtenu à vrai dire la prépondérance. Naturellement, le fait que la révolution allemande ne soit pas venue, le fait que la prise de pouvoir par le prolétariat allemand n'ait pas eu lieu, est une cause, et une cause très importante. Que ce serait-il produit si le prolétariat allemand avait conquis le pouvoir ? Alors se seraient fait face, d'un côté, dans les grandes villes russes, le prolétariat russe avec l'appareil de l'État entre ses mains, et directement allié avec lui, le prolétariat allemand, lui aussi avec son appareil d'État. Mais la croyance selon laquelle on peut convertir les paysans russes au communisme par la propagande ou des méthodes similaires, par les discours et les écrits, est parfaitement erronée. L'on ne peut pas transformer un propriétaire privé en un homme qui doit

* August Wülfrath (1888-1976), tourneur, qui intervient dans tous les congrès du KAPD (Cf. Klockner, op. cit., 1984 et 1986). Carl August Wülfrath, né à Elberfeld dans une famille qui comptera 12 enfants, est ouvrier métallurgiste à Berlin; membre du SPD depuis le 12 mars 1907, il fait la guerre dans l'infanterie en France et en Roumanie, jusqu'en 1917. Mobilisé dans l'industrie berlinoise, il adhère à l'USPD, tout en ayant des contacts étroits avec le Spartakusbund, le groupe de Borchardt et la Bremerlinke. Il dut plonger dans l'illégalité après la grève de janvier 1918. Il rompt avec les Indépendants en décembre 1918 pour aussitôt adhérer au KPD. Il en est expulsé en octobre 1919, lors du au Congrès de Heidelberg, et rejoint l'Opposition majoritaire à Berlin. Lorsque le KAPD se forme en avril 1920, il est membre du *Geschäftsführender Hauptausschuß* (GHA), Comité principal de gestion des affaires courantes du KAPD. Après 1926, il écrit dans la revue théorique du KAPD, *Proletarier*, sous le pseudonyme de *Friedrich Oswald*, mais aussi celui d'*Ernst Lichtenberg*, quartier de Berlin, où il vivait. Il resta très proche d'Adam Scharrer et semble avoir quitté le parti en 1931. Avec les restes du KAPD, il diffuse tracts et revues clandestins du Parti. Avec sa femme Maria (1884-1950), il devient, après 1946, membre du KPD (carte n° 55628), puis du SED à Berlin-Lichtenberg; il enseigne à Cottbus, jusqu'en 1950, à l'«École du parti». Cette année-ci, il fut nommé à la tête de la bibliothèque municipale de Potsdam qu'il dirigea jusqu'au 30 avril 1963 [Habermann/Kittel, *Lexikon deutscher wissenschaftlicher Bibliothekare*, 2004, p. 208]. Il put accorder des interviews sur le *Linksradikalismus* à des historiens tant de l'Ouest que de l'Est de l'Allemagne. Il est mort à Berlin-Est le 10 juin 1976, célébré par le SED (*Neues Deutschland*, Berlin-Est, 22 juin 1976, «Ehre seinem Andenken!», p. 8). Il ne voulut jamais renier le KAPD, même dans son *Lebenslauf*, affirmant que le «KAP était un parti ouvrier» dont aucun des membres «n'avait de sang ouvrier sur les mains comme les 'camarades' du SPD» (BA SAPMO, DY 3 0/IV-2/11/V 2192).

abolir la propriété privée. Cela fait tout simplement partie de la nature du capitalisme que l'on ne puisse pas compter un homme détenteur d'une propriété privée parmi la classe prolétarienne. Il fait partie de la classe possédante. De l'autre côté, il y aurait la paysannerie russe. Ces paysans sont des ennemis de classe du prolétariat. Une révolution prolétarienne et la volonté de faire une révolution prolétarienne ne naissent que là où il existe réellement un prolétariat, là où il existe une classe qui est exploitée de manière capitaliste. La volonté de faire la révolution prolétarienne ne naît donc en général que si les hommes sont devenus des prolétaires. Tant qu'ils ne le sont pas, ils n'acquerront jamais cette volonté de faire la révolution prolétarienne.

L'État russe, qui a été transféré de manière particulièrement rapide au cours des derniers mois entre les mains de la paysannerie, ne se trouve plus de ce fait entre les mains du prolétariat en tant que classe. L'on a également pris au prolétariat ses moyens de production économiques. Il s'ensuit réellement encore autre chose. On lui a repris maintenant des mains les entreprises et on les a remis à des capitalistes. L'on a donc non seulement introduit la propriété privée à la campagne, mais on l'a aussi entérinée dans les villes et ainsi approuvée dans toute la Russie.

Schwab a dit que le PCR irait à l'heure actuelle jusqu'à prendre des mesures énergiques contre lui-même. Cela n'est qu'une apparence. Ces dispositions énergiques sont prises dans l'intérêt de la paysannerie russe contre le capital étranger. C'est là une preuve qu'aujourd'hui ce sont moins les capitalistes étrangers que les paysans qui ont encore l'État entre leurs mains et qui gouvernent réellement.

L'on a alors abordé la question de savoir si les bolcheviks avaient eu raison de s'emparer du pouvoir. Et par ailleurs la question relative à ce que le gouvernement soviétique devrait faire vraiment maintenant, car nous devons évidemment pouvoir dire ici aussi ce que nous aurions fait si nous avions été à sa place. À notre avis, les bolcheviks n'ont pas eu seulement raison, mais ils ont fait leur devoir. Ils ont pris le pouvoir en espérant que le prolétariat allemand marcherait bientôt à leur côté. Mais même si cette possibilité devait être exclue, les communistes russes auraient dû quand même se saisir du pouvoir ne serait-ce que pour libérer dans la mesure du possible le chemin à l'action et à la propagande prolétariennes révolutionnaires. Pour obtenir certains avantages en vue de la prise du pouvoir ultérieure définitive, pour pouvoir agir de manière vraiment indépendante, il est tout à fait indifférent de savoir combien de temps leur pouvoir pouvait durer. L'autre question : qu'est-ce que le gouvernement soviétique devrait faire maintenant ? Ce n'est pas seulement notre opinion, mais aussi celle de Lénine, que des conséquences politiques à l'encontre du prolétariat russe devront suivre l'introduction du capitalisme en Russie. Lénine a dit en mars lors du X^e Congrès du PCR :

« Qu'est-ce que la liberté des échanges ? C'est la liberté du commerce ; or la liberté du commerce, c'est le retour du capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce, c'est l'échange des marchandises entre des petits

patrons. Nous tous qui avons étudié ne serait-ce que l'a b c du marxisme, nous savons que cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main-d'œuvre, la division en capitalistes et ouvriers salariés, c'est-à-dire la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste qui ne tombe pas des nues, mais naît dans le monde entier de l'économie agricole marchande. »

Cette conclusion déjà admise par Lénine doit conduire à la conséquence politique qui s'est déjà produite aujourd'hui, à savoir que l'État russe devient une machine d'oppression du prolétariat russe. Il aurait été peut-être bon qu'un délégué nous ait donné une petite description de la situation réelle dans les grandes villes russes. C'est déjà allé si loin que, en juillet à Moscou, les magasins ont rouvert, ainsi que des rues entières avec des épiceries fines typiques comme dans l'ouest de Berlin, ou des magasins de fourrures, etc. ; or le prolétariat russe ne peut pas s'acheter ces choses-là, alors qu'au contraire elles ne peuvent être achetées que par la bureaucratie soviétique, par les capitalistes étrangers et par les paysans. L'on a organisé les transports, ouvert des banques, et, d'autre part, baissé le niveau de vie des travailleurs. Il faut ajouter à cela les mesures prises contre les courants oppositionnels à l'intérieur et à l'extérieur du Parti russe. Ensuite, sont arrivées les répressions de véritables manifestations de la faim à Petersbourg et à Moscou, et ceux qui quittent le Parti russe pour des raisons prolétariennes révolutionnaires sont immédiatement arrêtés.

Et maintenant les conséquences : celui qui dit que l'on devrait toujours soutenir inconditionnellement le gouvernement soviétique devrait aussi dire : le gouvernement soviétique a besoin de la reconstruction de l'économie en Europe, et donc participons à cette reconstruction ! Et donc faisons en sorte, comme le VKPD le fait, de devoir mettre la force de travail de chaque individu à la bonne place. C'est alors que l'on a demandé et que l'on nous a répondu : que doit faire le gouvernement soviétique ? L'opinion qui est aujourd'hui défendue est qu'il doit faire marche arrière. Il y a, crois-je, encore une autre voie. Il manque au gouvernement soviétique les machines et les moyens de production. Très bien. Si le gouvernement soviétique veut être un État prolétarien, il doit agir très exactement en tant que classe dominante comme en tant que classe opprimée, c'est-à-dire qu'il doit jeter son appareil d'État dans la balance et mener une guerre offensive contre le capital étranger. C'est cette opinion qui avait été défendue par Boukharine comme conclusion après la guerre russo-polonaise. Si le gouvernement soviétique en reste là maintenant, c'est dans tous les cas quelque chose à condamner. Car cela ne voudrait rien dire d'autre que de donner l'illusion selon laquelle le communisme est réalisé là-bas, mais qu'une bonne partie des communistes révolutionnaires est perdue pour le prolétariat. Mais quand Radek se vante du fait que l'Armée rouge est encore là, ils devraient alors la faire intervenir et non pas se la laisser prendre des mains. Ensuite, ils devraient provoquer les capitalistes étrangers à la guerre. Ce serait là donner le coup d'envoi de la révolution prolétarienne mondiale. Je crois cependant que cette possibilité n'existe plus, car le gouvernement soviétique est devenu un ennemi de classe du prolétariat.

Schwab a dit que l'on ne doit tout bonnement pas s'astreindre tout de suite à combattre le gouvernement soviétique. Il pourrait éclater une guerre contre la Pologne dans laquelle l'on devrait alors soutenir le gouvernement. C'est juste. Exactement comme nous avons soutenu le gouvernement contre Koltchak et Cie. Cela aussi, nous l'avons écrit. Nous ne changeons absolument pas notre tactique, en aucune façon, si soutenons le gouvernement soviétique dans une guerre contre la Pologne. Mais il doit aussi sortir le prolétariat révolutionnaire des prisons russes et le mettre là où il est à sa place.

Et maintenant, j'en viens aux attaques de l'organisation berlinoise. Anna Classe a pensé que les prolétaires ne comprendraient pas aussi rapidement ce changement de position. Les choses avaient été un certain temps de telle sorte que le gouvernement soviétique avait eu un caractère fortement prolétarien jusqu'au début de cette année. L'on ne peut pas dire non plus que le gouvernement soviétique n'a jamais voulu la révolution mondiale. Considérez donc sa politique, par exemple encore lors de l'action de Mars, dans laquelle il avait entraîné le VKPD. Ce n'est qu'au moment où le gouvernement russe s'est décidé en faveur des paysans qu'il est passé dans le camp de la bourgeoisie. Il est possible que notre changement de position soit survenu de manière quelque peu soudaine. Mais les choses sont elles aussi survenues de manière quelque peu soudaine. Aucun d'entre nous ne s'est attendu à une évolution aussi rapide. Aucun d'entre nous n'ose s'attendre une évolution aussi rapide, telle qu'elle adviendra à l'avenir. La question de l'opération de secours pour la Russie, à l'occasion de laquelle le VKPD a demandé au KAPD de répondre par l'affirmative sans avoir rien d'autre à dire, aurait été un crime contre la révolution mondiale. Nous aurions dû répondre une semaine plus tard : reconstruisez le capitalisme en Allemagne !

Je ne comprends pas dans quelle mesure notre position doit avoir quelque chose à voir avec de l'antibolchevisme, ou qu'elle devrait nous entraîner dans les bas-fonds de la Ligue antibolchevique. Si le bolchevisme est identique à la politique actuelle du gouvernement soviétique russe qui consiste à enfermer le prolétariat dans les prisons, c'est là qu'il faut chercher les antibolcheviks (*interpellations : nous le savions déjà autrefois ! Rühle !*) et Rühle n'a jamais vu cela. Il l'a peut-être senti. Mais il n'a jamais objectivement polémique contre la Russie. Et donc le gouvernement soviétique russe est devenu lui-même antibolchevik. Lisez donc l'agence de presse "antibolchevique", l'ABC.

En ce qui concerne la question de la III^e Internationale, il a été dit que notre incorporation en tant que membre sympathisant a été erronée. Or nous avons eu la possibilité de pouvoir parler au prolétariat international. C'est là la pure raison pratique. Nous présenter au Congrès mondial, nous mettre en relation avec l'Opposition, avec les Bulgares et avec d'autres délégués, fut un avantage pratique qu'autrement nous n'aurions jamais eu. C'est ainsi que nous avons pu faire connaître notre programme, notre volonté de faire la révolution prolétarienne. Nous avons fait avec la III^e Internationale ce que la III^e internationale prescrit à ses sections comme tactique parlementaire. Mais la grande raison politique est que nous avons un certain esprit

communautaire avec la III^e Internationale. J'ai déjà dit que nous partageons le principe de la III^e Internationale de la destruction du pouvoir d'État capitaliste, et que nous sympathisons avec la III^e Internationale en raison de ce principe. Étant donné que ce principe a été abandonné, nous ne pouvons plus sympathiser avec elle, mais étant donné que ce principe avait tout de même existé pendant toutes ces années, que nous avons partagé ce principe et que nous n'avons absolument pas perdu la face, nous avons au contraire même le devoir de sympathiser avec cette Internationale, car nous avons, en tant que parti révolutionnaire prolétarien, le devoir du regroupement international.

Croyez-vous que si le gouvernement soviétique n'avait jamais voulu la révolution mondiale, il serait venu vers nous et nous aurait pris comme parti sympathisant ? Non, il l'a fait réellement avec l'intention d'avoir une organisation qui puisse pousser le VKPD en avant. Si nous avons été l'ennemi de l'Internationale et elle notre ennemi comme c'est le cas aujourd'hui, nous ne serions jamais entrés dans son association. C'est parce qu'il n'en pas toujours été ainsi que nous avons fait partie de la III^e Internationale et à juste titre en tant que membre sympathisant.

L'on a dit également que l'on aurait toujours parlé de tout cela d'une autre façon, que nos délégués auraient dépeint un beau tableau de la montée vers le communisme en Russie soviétique. Ceux qui sont allés là-bas ont été bouleversés par l'importance de la performance que les bolcheviks ont accomplie. Ce qu'ils ont fait est quelque chose d'extrêmement grand et en outre, à la fin de l'année passée, un certain essor a encore eu lieu. La production s'est accrue. L'agriculture fonctionne relativement bien. Les moyens de transport auraient été améliorés.

Il vous faut comprendre le discours de Lénine de cette manière-là : il tente maintenant de transformer les ouvriers de combattants révolutionnaires en esclaves salariés. L'on saisit alors sur quelle ligne le gouvernement soviétique avance.

Venons-en maintenant à la question de l'Internationale Communiste-Ouvrière. Des divergences sont apparues sur cette question et en fait, avant toutes choses, deux opinions. La première, qui est soutenue en particulier par Berlin, affirme que l'on doit effectivement créer une Internationale Communiste-Ouvrière, mais pas encore à l'heure actuelle. Une autre opinion, qui est défendue par d'autres districts économiques, en particulier celui de Rhénanie-Westphalie, affirme que l'on devrait parfaitement créer une KAI dès à présent. Dans la pratique, cette divergence se traduit par le fait suivant : une opinion refuse la création d'un Bureau international, tandis que l'autre la réclame. Je crois avant toutes choses qu'une raison milite pour la création immédiate du Bureau alors que l'on en a peu tenu compte ici en dépit du fait que le délégué hollandais ait attiré l'attention sur elle. Il s'agit de la situation de classe dans le monde. Le prolétariat y a besoin d'une direction communiste révolutionnaire. Cette situation de classe du prolétariat à elle seule réclame déjà que l'on remette debout quelque chose qui puisse lui montrer le chemin pour sortir de sa misère. La véritable organisation qui s'oppose à l'Internationale Communiste-Ouvrière n'est pas

seulement la IIIe Internationale ou la IIe, mais aussi la Société des Nations et l'organisation internationale du capital mondial. C'est ce dernier qui est le véritable ennemi de la KAI et cet ennemi s'attaque maintenant avec force, de semaine en semaine, à créer son organisation internationale. Par rapport à une telle organisation, doit-on encore prendre du retard ? Devons-nous en faire moins que le capital ? Cette seule raison doit être déterminante.

Il y a la IIe Internationale qui n'est pas seulement un oripeau du capital mais qui, selon les dires des camarades berlinois, n'a pas de partisans chez les ouvriers. Elle a au contraire de nombreux partisans, de même que la social-démocratie allemande. En théorie, elles devraient avoir rapidement crevé et avoir été jetées aux oubliettes, mais dans la pratique elles sont toujours là. C'est maintenant le congrès de notre parti ; si nous ne décidons pas aujourd'hui de la création de la KAI, il nous faudra attendre une demi-année, jusqu'au prochain congrès, pour pouvoir la valider. Les Serbes et les Bulgares ne voudront pas attendre aussi longtemps. Il a été dit par Berlin que nous voulons un regroupement de l'opposition. Mais je n'ai pas entendu dire à quoi ce regroupement devrait ressembler et, avant toutes choses, comment il devait être mis en œuvre. Quand ce regroupement doit-il s'effectuer ? Là il règne une certaine confusion (*interpellations : point 5, après que la séparation aura eu lieu*), oui, l'organisation berlinoise réclame que l'opposition révolutionnaire se sépare de sa section nationale et se constitue en groupe indépendant. Je pense qu'il n'est pas du tout juste de réclamer cela. Nous ne demandons absolument pas que tous les courants de la IIIe Internationale, qui considèrent partiellement notre conception comme juste, se séparent immédiatement d'elle et reprennent leur indépendance. À mon avis, toute la formulation des Berlinoises à propos de l'"organisation des conseils" est extrêmement confuse. Je pense qu'il serait bon dans un premier temps que les petits groupes oppositionnels restent encore dans leurs partis afin d'y faire encore de la propagande en faveur de leurs conceptions. Exactement de la même façon que nous sommes restés encore un certain temps dans l'ancien parti de la Ligue Spartakus pour y agir malgré le fait que l'on pouvait également prévoir qu'une coopération pendant plus longtemps avec Levi, etc., était exclue.

Maintenant, il a été dit en outre par Berlin que nous n'aurions rien à faire avec la Hollande et la Bulgarie car ces deux pays auraient un caractère agricole. Si l'on voit les choses superficiellement, l'on peut être d'avis que ces organisations devraient faire des compromis, qu'elles ne représentent pas du tout en réalité le prolétariat industriel, et qu'elles ne sont venues ici que parce que certains camarades leur ont un peu parlé de nous. Or le camarade serbe et le camarade bulgare nous ont dit que précisément les ouvriers que les camarades serbes et bulgares représentent sont des ouvriers issus en vérité d'une industrie hautement développée, telle que celle que la Serbie et la Bulgarie ont. Ces organisations représentent exactement le même prolétariat que nous et elles ne sont absolument pas obligées d'accueillir des paysans et de passer des compromis.

Ces différentes opinions figurent dans les thèses, et il s'avèrera nécessaire de se mettre d'accord sur ces thèses. Je vous prie seulement, lors du vote, de réfléchir au pas décisif qui est effectué ici, car ceci n'est pas un simple vote

comme c'est le cas lors des réunions de membres, ou par exemple comme le vote relatif à notre entrée dans la III^e Internationale s'était déroulé. Ceci est un très grand pas que le KAP pouvait faire jusqu'à présent, mais je crois que le KAP doit faire ce pas et qu'il le fera également.

Là-dessus, l'on va passer au vote sur les motions et les directives présentes, pour ce qui concerne les points de 2 à 4.

Concernant le point 2, le compte rendu de la délégation au III^e Congrès mondial, la motion suivante a été adoptée à l'unanimité :

« Le III^e Congrès de la III^e Internationale a montré que l'Internationale a poursuivi de manière résolue le chemin de l'opportunisme qu'elle avait emprunté depuis son II^e Congrès. ».

La subordination de la III^e Internationale à la politique d'État petite-paysanne russe est un crime à l'encontre de la révolution mondiale et par conséquent du prolétariat mondial.

La claire attitude de lutte des classes internationale du capitalisme déclinant exige une tactique et une organisation de la classe ouvrière internationale qui soit séparées de toutes les méthodes et les idéologies bourgeoises. Cette voie-là, le III^e Congrès ne l'a pas empruntée. La seule chose qu'il ait faite, c'est d'essayer de faire échouer par toutes sortes de moyens le tracé de cette ligne.

« Les décisions et les principes directeurs du III^e Congrès, la mise en garde de la soi-disant gauche, montrent que la III^e Internationale n'est pas la promotrice active de la révolution mondiale. ».

C'est pourquoi le KAPD quitte la III^e Internationale en tant que membre sympathisant.

L'attitude des délégués fut approuvée à l'unanimité.

Concernant le point 3, « L'évolution et les perspectives de la Révolution russe », la décision suivante fut prise à l'unanimité :

« Le congrès déclare que notre politique à l'égard du gouvernement soviétique est déterminée par l'attitude de celui-ci. Si le gouvernement soviétique se présente comme élément de lutte de la révolution prolétarienne, le KAPD doit le soutenir par une solidarité active. Là où il délaisse ce terrain et où il apparaît comme l'avocat de la révolution bourgeoise, il doit être combattu par le KAPD de manière aussi résolue. Le KAPD défend ainsi également les intérêts du prolétariat et il mènera la lutte en tenant compte des expériences et de la reconnaissance des énormes réalisations de la Révolution russe. ».

Concernant le point 4, « La III^e Internationale et la nécessité de la création d'une Internationale Communiste-Ouvrière », les directives, que la Commission nommée par la session du Comité Central le 31 juillet avait rédigées, sont adoptées. Ces directives ont été publiées dans le KAZ n° 224 qui est ici à votre disposition.

De plus, la motion de la Rhénanie-Westphalie, consistant en la publication d'un appel au prolétariat mondial a été adoptée à *l'unanimité*. (L'appel est paru dans le n° 231 du KAZ, qui est tenu à votre disposition).

L'organisation berlinoise a fait, par l'intermédiaire du camarade Wülfrath, la déclaration suivante :

« Un camarade a fait le reproche au prolétariat berlinois, pour autant qu'il fasse partie du KAPD, de ne pas avoir pleinement fait son devoir et accompli sa mission dans la révolution, en particulier au cours des derniers événements. Nous devons rejeter ce reproche de manière tout à fait résolue en mentionnant les nombreuses victimes qui languissent en prison et gisent dans les tombes, et que les ouvriers berlinois, pour autant qu'ils fassent partie du KAPD, ont fournies. ».



Adolf Dethmann, vers 1921.



August Wülfrath, vers 1946